

LE MAGAZINE DE VIE OUVRIÈRE

**MARIE-ANDRÉE
BERTRAND**

**LE COÛT SOCIAL
DU SEXISME**

224 / 3,50 \$

MAI - JUIN 1990

ÉTATS-UNIS
«LE MOONLIGHTING»

**PIERRE
FALARDEAU**
CINÉASTE DES URGENCES

DOSSIER

Femmes et pauvreté



OSEZ LA RADIO



Communiquez
avec un média
communautaire
de votre région.
Une façon
originale et
enrichissante de
contribuer au
dynamisme de
son milieu.

*Traversez
le mur du son*

RADIO BASSE-VILLE
CKIA
FM 96,1

RADIO BASSE-VILLE, CKIA-FM 96,1
à Québec, offre aux femmes des sessions
de formation radiophonique. Informez-vous
au 418-529-9026.

Pour les personnes intéressées
aux problèmes de l'Église...
et du monde actuel...

**COURS DE
DROIT CANONIQUE**
donnés par
l'**Institut de Droit canonique
de Strasbourg (France).**

SESSION à MONTREAL:
du 2 au 6 juillet 1990
au Collège Jean-de-Brébeuf

Renseignements:
APDC - CANADA
1185 Lallemand
Drummondville
J2B 5B6
Tél: 1 - 819 - 478-0728 (soir)



D. SCHMIDT, 87.



Sur la route de l'indépendance

Marcherons-nous sur Westmount?

Au fil des éditoriaux de *l'aut' journal*, ici
regroupés par grands thèmes, vous découvrirez
une vision globale de la situation et du devenir
collectif québécois.

Veuillez me faire parvenir _____ exemplaires à 10 \$ l'unité.

Nom: _____

Adresse: _____

Ville: _____ Code postal: _____

À l'ordre de: *l'aut' journal*, C.P. 5223

Succ. B, Montréal, H3B 3L3

Montréal: 849-0637

Extérieur: 1-800-363-4691

PHOTO: RENÉ BEAULIEU



8

TRIBUNE LIBRE 4

ÉDITORIAL 5

BILLET 7

POINT DE VUE 12

**Les pratiques «vertes»
du capitalisme**

ENTREVUE 8

Marie-Andrée Bertrand

Il est temps de prendre conscience du coût social
énorme des résistances institutionnelles aux
revendications féministes

DOSSIER 14

Femmes et pauvreté

L'appauvrissement de nombreuses femmes les conduit à
une marginalisation et une exclusion sociale quasi définitives.
Comment sortir du cercle vicieux de la pauvreté?

SUR LA PLANÈTE 26

Amérique centrale: la faillite des É.-U.

EN MOUVEMENTS 30

Médias et luttes sociales

CULTURE 34

**Pierre Falardeau, cinéaste des
urgences**

COURANTS D'ESPOIR 37

La spiritualité autochtone

QUESTIONS D'AMÉRIQUE 23

LE DOSSIER DES FEMMES BATTUES 24

QUÉBEC EN COULEURS 25

CHRONIQUE INSOLENT 29

BANDE DESSINÉE 32

LE TOUR DU QUÉBEC 33

LIRE 36

EN BREF 41



14

PHOTO: MARYSE RIVARO



34



VO : LE MAGAZINE DE VIE OUVRIÈRE

Fondé en 1951. Magazine d'information alternatif, au service des classes populaires, il traite de leurs conditions de vie et de travail, de leurs organisations, de leur culture et de leurs débats. VO s'inspire principalement du courant chrétien libérateur. Il est publié en collaboration avec la Jeunesse Ouvrière Chrétienne (JOC), le Mouvement des Travailleurs Chrétiens (MTC) et le Centre de Pastorale en Milieu Ouvrier (CPMO). Ses prises de positions éditoriales n'impliquent cependant pas ces organisations. Les articles publiés dans VO n'engagent que leur auteurs-es.

Conseil d'administration: Jean-François Aubin, Esther Champagne, Guy Desmarais, François Gervais, Louise Lafortune.
Directeur: Gilles Dugal.

Rédacteurs en chef: Pierre Vallières et Jean Robitaille.
Comité de rédaction: Danielle Beaulieu, Nancy Burrows, Nicolas Calvé, Jean-Guy Casaubon, Josée Desrosiers, Mark Fortier, Claude Hardy, Monique Tremblay, Myriame El Yamani.

Membres des sous-comités et collaborations régulières: Judith Archambault, Martin Boisvert, Richard Bonnetto, Nicole Brais, Miriam Charbonneau, Jacinthe Chicoine, Martine D'Amours, Louise Desmarais, David Forcier, Danielle Forest, Kenneth George, François Gervais, Claude Hardy, Jean-Guy Lacoursière, Daniel Laprès, Diane Lalancette, Henri Lamoureux, Karlène Lauzon, Fabien Leboeuf, Lucie Lépine, Jean Ménard, Stéphane Pomminville, Jean-Hughes Roy, François Saillant, Élyse Tremblay, Pierre Viau.

Comité de financement: Gisèle Bégin, Jean-Guy Casaubon, Réjean Mathieu, Jean Robitaille.

Comptabilité, abonnements, traitement de texte, recherche visuelle, et montage: Daniel Legault. **Photographe:** René Beaulieu. **Bande dessinée:** Vivian Labrie. **Impression:** Payette et Simms. **Distribution:** Diffusion Parallèle - Tél. (514) 525-2513.

Fréquence de parution: 6 numéros par an

Photo page couverture: René Beaulieu

Grille de tarifs (au 1er mars 1990):

Abonnement individuel: 18\$/an ou 32\$/2ans

Abonnement institutionnel: 25\$/an

Abonnement de soutien: 25\$/an

Étudiant ou sans emploi: 13\$/an

À l'étranger (par avion), individuel: 23\$/an

À l'étranger (par avion), institutionnel: 30\$/an

Un numéro seul.: 3.50\$ + 1.17\$ en frais de poste

Les articles de la revue VO sont répertoriés dans le répertoire analytique d'articles de revues *Points de repère*. Dépôt légal à Ottawa et à la Bibliothèque nationale du Québec ISSN 0229-3803. Courrier de deuxième classe, enregistrement no. 0220 Parution: no. 224, 1er mai 1990

Revue VO, 1212 rue Panet, Montréal (Québec), H2L 2Y7
Tél: (514) 523-5998

Tribune libre

J'ai trouvé l'annonce de votre revue dans L'aut'Journal de février 1990. Je suis grandement intéressé à y être abonné.

Je voudrais souligner que malgré le fait que j'habite la bourgeoise municipalité de Mont-St-Hilaire, je n'ai, contrairement à mes parents, aucun attrait pour l'opulence et que je suis viscéralement révolté contre l'attitude fasciste des pays industrialisés envers leurs travailleurs et envers les milliards de citoyens du Tiers-Monde.

Mais, que voulez-vous, à quinze ans, on fait ce qu'on peut... et j'entends bien renier cette condition de favorisé pour enfin devenir solidaire de la majorité des humains et dire merde aux exploiters, aux «fourreurs de peuple» et aux requins de la finance. Enfin, tout ça pour vous dire que je ne cadre pas, mais vraiment pas, avec les cabanes de riches hilairmontaises...

David Forcier
Mont-St-Hilaire

Au revoir et merci

Mme Yolande Hébert-Azar a quitté le magazine à la fin de janvier '90.

Depuis 1982, elle fut de toutes les équipes et de toutes les transformations.

Travailleuse infatigable, elle a rendu de précieux services à la revue, faisant toujours preuve d'une remarquable adaptabilité.

Je regrette son départ et lui souhaite la meilleure des chances dans ses projets...

Gilles Dugal, directeur

MOBILISATIONS RECHERCHÉES

JEAN ROBITAILLE

Ouf! Avec quelle envie admirions-nous l'an dernier ces gigantesques manifestations populaires sur la Place Tien An Men, devant le Mur de Berlin ou à Soweto? Nous sommes les derniers nostalgiques des parades tumultueuses de la St-Jean-Baptiste, d'une révolution... «même trop tranquille», des fronts communs qui conduisaient les chefs syndicaux à la prison, du rêve auto-gestionnaire, des féministes aux pratiques et aux paroles qui écorchaient vif, du RAJ qui tourmentait à droite comme à gauche...

Dans le Québec d'aujourd'hui, la misère des riches se vend mieux que celle des pauvres. «La communication victime des marchands», expression consacrée par Claude Julien du **Monde diplomatique**, n'a que faire des causes de la misère humaine, de l'exploitation structurelle, de l'oppression systématique, de la répression institutionnalisée. Ces mots sont bien trop longs,

sociale et de l'assurance-chômage, la désindexation des allocations familiales, la T.P.S., la violence faite aux femmes et aux enfants, l'éviction des locataires les plus démunis pour construire des condos, les coupures de budgets aux maisons d'hébergement de femmes violentées et aux groupes populaires, l'importante hausse annoncée des frais de scolarité, la diminution de l'aide canadienne aux pays les plus pauvres de la planète, etc.

En dépit de tout cela, où sont les masses? Toutes ces personnes qui font les frais de ces politiques visant uniquement à rentabiliser un système conçu pour et par les riches? Elles sont rarement dans les rues. Elles n'envahissent pas les parlements. Trop assommées peut-être par l'offensive dirigée contre les appauvris, elles n'occupent en fait que leur salon, regardant cette télévision qui cherche à leur soutirer une larme à même la «misère» des riches. Mais pourquoi les appauvris préfèrent-ils la télé à nos manifestations? Est-ce que l'imposition de la loi 37 sur l'aide sociale, malgré l'opposition populaire descendue dans la rue, aurait eu pour effet de convaincre les gens que l'État était incurablement sourd?

DES SOLIDARITÉS EN MIETTES

L'actuelle absence de mobilisations populaires significatives ne s'explique pas seulement par «l'aliénation des masses». Certes, les appauvris doivent mettre la plupart de leurs énergies à tenter de survivre. Marginalisés, exclus, écrasés, gravement atteints dans leur dignité et leur estime d'eux-mêmes, les appauvris ne sont pas très enclins à aller exposer publiquement leur humiliation. Mais cela n'explique pas tout. Des facteurs internes à nos mouvements sociaux sont aussi en cause. Le mouvement social au Québec, qui pourrait se montrer capable de révolutions aussi importantes que celles qui s'opèrent actuellement ailleurs dans le monde, se trouve présentement décomposé. La plupart des groupes populaires, eux-mêmes acculés à survivre, cloisonnent leurs interventions dans des secteurs bien précis d'activités. La solidarité avec la lutte d'un groupe oeuvrant ailleurs, dans un secteur différent, pourra aller jusqu'à la signature d'une pétition, l'émission d'un communiqué de presse... peut-être même, une certaine aide financière. Mais rarement davantage. L'appui demeure ponctuel et passager. Dans un tel contexte, comment espérer réinventer et proposer une alternative sociale globale, sur la base d'une large solidarité?

À gauche, les organisations politiques issues du bouillonnement social des années '70, qui proposaient un projet de société radicalement différent, nous ont terriblement déçus. Dogmatiques, trop intellectuelles ou plus simplement amorphes, ces

PHOTO: DOC R.I.P.



semble-t-il, pour occuper l'espace dévolu aux titres dans le **Journal de Montréal**.

L'OFFENSIVE ANTI-SOCIALE DES RICHES ET DE L'ÉTAT

Nous sommes assaillis jour après jour par de nouvelles politiques anti-sociales qui viennent grignoter ce que des années de luttes avaient réussi à conquérir. Quelles bonnes nouvelles y a-t-il eu pour les appauvris ces dernières années? Le libre-échange, les privatisations, les hausses de taux d'intérêts, les licenciements massifs, les réformes anti-populaires de l'aide

organisations se sont éteintes sans laisser derrière elles autre chose qu'une amère désillusion. Même si, sur le terrain, des militants et des militantes, engagés dans les luttes populaires, empêchent toujours la passion socialiste de s'éteindre.

L'arrivée au pouvoir du PQ en 1976, puis le contexte de crise économique du début des années '80, ont poussé bon nombre de syndicats et de groupes populaires à succomber au mirage de la concertation. On n'aurait plus besoin de se battre. Il suffirait désormais de s'asseoir ensemble, riches et pauvres, dominants et dominés confondus, puis de se parler pour s'entendre sur des questions «pragmatiques». Tout serait effectivement si simple si les classes sociales et la culture patriarcale n'avaient jamais existé. Épris soudain de réformisme tranquille, plusieurs groupes sont tombés dans le piège et ont aujourd'hui beaucoup de peine à s'en déprendre même s'ils en connaissent maintenant la nature. «Faut-il brûler les pancartes?», s'était demandé Jean-François René après avoir analysé certaines luttes sociales du début des années 80. Les reculs importants enregistrés au chapitre des politiques sociales, ces dernières années, indiquent bien que cette vente de feu ne nous a rien rapporté de bon.

CONDITIONS DE RELANCE DU MOUVEMENT SOCIAL

Par ailleurs, la reprise des luttes sociales populaires (dans les deux sens du terme) ne pourrait plus désormais souffrir aucun sectarisme. La compétition farouche entre les centrales syndicales, la provocation et le mépris qu'ont déjà manifesté certains groupes de lutte les uns envers les autres, le purisme et l'avant-gardisme de mauvais aloi ne pourraient que nous plonger encore plus bas dans notre profonde difficulté à mobiliser les appauvris... et plusieurs autres groupes sociaux.

On ne saurait non plus ignorer, comme l'une des causes de la

démobilisation actuelle, les erreurs bêtement stratégiques d'organisation commises par certaines associations plus impatientes de «diriger» le mouvement que de le susciter. Le mouvement étudiant vient d'en faire la démonstration. Les étudiants-es étaient prêts-es en mars à se mobiliser massivement et radicalement contre le dégel des frais de scolarité. Mais la seule perspective de réduire leur lutte au déclenchement «instantané» d'une grève générale illimitée ne les a pas satisfaits-es. L'obstination d'une partie des dirigeants-es de l'ANEEQ à ne pas dévier de l'orthodoxie militante traditionnelle a coûté cher au mouvement étudiant une fois de plus. La lutte a été retardée d'un mois et, fin de session et emplois d'été obligeant, pourrait bien s'es-souffler très vite.

PHOTO: CLAIRE BEAUGRAND-CHAMPAGNE



Il n'y a probablement pas de recettes magiques pour recomposer au Québec un mouvement social véritablement porteur d'un changement profond. Mais l'examen honnête et rigoureux de nos pratiques et de nos idéologies est certes le premier pas à franchir dans ce processus. Espérons qu'ensuite soufflera aussi sur la société québécoise ce vent de liberté et de révolution qui balaie, entre autres, l'Europe de l'Est. Espérons aussi qu'alors le vent ne soufflera pas d'abord et surtout pour les milieux d'affaires en mal de marchés concurrentiels plus dynamiques.



LE MAGAZINE DE VIE OUVRIÈRE

- **PLUS PERTINENT**
- **PLUS PERCUTANT**
- **TOUT EN COULEURS**

ABONNEMENT 1990

- | | | | |
|---|----------|---|----------|
| ☐ 1 an (6 nos) | -18.00\$ | ☐ institutionnel | -25.00\$ |
| ☐ 2 ans | -32.00\$ | ☐ à l'étranger | -23.00\$ |
| ☐ soutien | -25.00\$ | ☐ par avion | -30.00\$ |
| ☐ étudiant & sans emploi | -13.00\$ | ☐ au numéro | - 3.50\$ |

Ci-inclus _____ \$ pour _____

Nom : _____

Adresse : _____

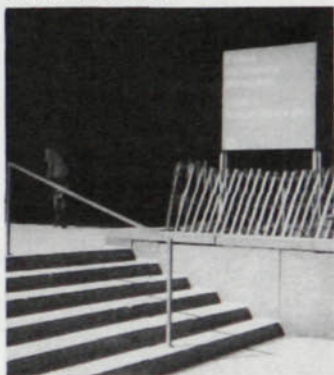
Code postal _____

Poster à l'ordre de : VO, le magazine de Vie Ouvrière
1212, rue Panet, Montréal, Qc, H2L 2Y7, ☎ 514 523-5998

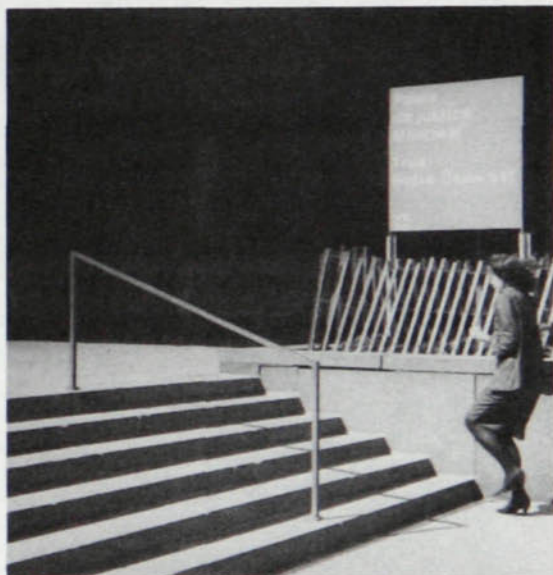
AUSSI AGRÉABLE À VOIR QU'À LIRE !

MISOGYNIE ET MAGISTRATURE FONT ENCORE BON MÉNAGE!

PHOTOS: DANIEL LEGAULT



MYRIAME EL YAMANI



Il est temps de faire le grand ménage du printemps dans notre Cour. Non seulement la poussière est collante, mais encore elle est trop abondante. Du coup, la balance penche du mauvais côté et finit par être sérieusement déséquilibrée, à force d'entendre des propos démodés, sexistes et injurieux à l'égard des femmes.

«Toute règle est faite, comme une femme, pour être violée», s'écriait récemment le juge Denys Dionne. «Pourquoi un homme ne réprimanderait-il pas une femme qui sort, qui boit, qui rentre tard alors qu'elle aurait dû être à la maison à s'occuper des enfants ou du ménage? Parfois une giflette est exactement ce qu'il lui faut», renchérisait le juge Kenneth Peters du Manitoba. Francine Pelletier¹, a déjà relevé une bonne dizaine de ces propos au cours de la dernière année. Il serait trop facile de n'y voir que des exceptions ou de simples bévues. En fait, de telles attitudes sont symptomatiques du manque de respect de notre justice à l'égard des femmes.

DÉPOUSSIÉRER LE SYSTÈME

Récemment encore, le Juge Léveillé, qu'on avait surpris «la robe retroussée» dans

une maison close de Longueuil, a été absous inconditionnellement, bien que reconnu coupable. Solidarité oblige! Pourtant, lors de notre entrevue avec le juge Andrée Ruffo, nous avons eu l'impression que la justice devenait un peu plus accessible, qu'elle se mettait réellement au service de la société et de tous ses membres, femmes et enfants compris. C'est sans doute là que réside l'exception. Des femmes de la trempe d'Andrée Ruffo ou de Bertha Wilson, de la Cour Suprême, qui réclament qu'on modifie notre système judiciaire «sexiste», se font rares et sont même l'objet d'un véritable harcèlement judiciaire (pensons aux plaintes contre Mme Ruffo).

Il est grand temps de faire le ménage, de dépoussiérer un système judiciaire qui, loin d'être neutre et impartial, reflète les valeurs de notre société. «La loi est empreinte d'un point de vue masculin, avec comme conséquence, l'élaboration de principes légaux qui ne sont pas toujours sains. Certains aspects de la loi criminelle

se basent sur des suppositions quant à la nature et à la sexualité des femmes, qui, aujourd'hui, sont tout simplement ridicules», affirme la juge Bertha Wilson. Et lorsqu'on voit comment cette loi est appliquée, par ces vieux «croutons», blancs, d'une certaine classe sociale, on s'imaginerait facilement comment sont traités les minoritaires, autochtones, minorités culturelles et femmes comprises.

LES JUGES: DES INTOUCHABLES?

Le pouvoir des juges a toujours été important dans n'importe quelle société, car il représente, en principe, un garde-fou contre les absurdités et la détérioration de notre idéal de vie. Mais ici, les juges sont intouchables. Juchés sur leur piédestal, ils se croient tout permis, ils se veulent invulnérables, au-dessus de tout soupçon, alors qu'au fond ce ne sont que des êtres humains, avec leur faiblesse et leur fatigue, leurs stéréotypes et leurs systèmes de valeurs. Si l'on commençait par admettre cela, il serait possible de démocratiser la justice, de permettre à plus de femmes et de jeunes personnes d'avoir accès à la profession de magistrat.

Car c'est bien d'une profession qu'il s'agit, et non pas d'un passe-droit, sous patronage politique. En France, les juges sortent d'une École nationale de la Magistrature et peuvent commencer à exercer leur «job» à partir de l'âge de 25 ans. Bien sûr, semblable démocratisation ne peut à elle seule supprimer le sexisme de notre société, mais elle permet au moins de démystifier l'aura qui entoure la magistrature et ses soi-disant «serviteurs». Ce n'est pas parce qu'ils sont enrubannés dans leur toge que les juges n'ont aucun compte à rendre publiquement. Bien au contraire. Ils doivent nous servir, et non pas nous humilier. 

¹ Francine PELLETIER: «La magistrature et les femmes», *La Presse*, samedi 17 février 1990, p.B-3.



MADAME MARIE-ANDRÉE BERTRAND, FÉMINISTE ET CRIMINOLOGUE DE RÉPUTATION INTERNATIONALE, TRAVAILLE DEPUIS DE NOMBREUSES ANNÉES POUR FAVORISER L'AVANCEMENT DES FEMMES DANS TOUS LES DOMAINES DE L'ACTIVITÉ HUMAINE. EN PLUS D'ENSEIGNER À L'UNIVERSITÉ DE MONTRÉAL DEPUIS 1963, EN CRIMINOLOGIE, MADAME BERTRAND A ÉTÉ MEMBRE DE LA COMMISSION D'ENQUÊTE LE DAIN SUR L'USAGE DES DROGUES À DES FINS NON-MÉDICALES (1970-1973) ET A EFFECTUÉ PLUSIEURS TRAVAUX DE RECHERCHE, NOTAMMENT SUR LA CRIMINALITÉ ET LA DÉVIANCE FÉMININES, LA CONDITION DES LESBIENNES, L'ANALYSE FÉMINISTE DU DROIT PÉNAL AU CANADA, L'ACCESSIBILITÉ DES FEMMES DANS L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR, ETC.

DANS LE CADRE DE L'ENTREVUE QUI SUIT, ELLE RAPPELLE LES GRANDES ÉTAPES DU MOUVEMENT CONTEMPORAIN DES FEMMES ET SOULIGNE LES TROP NOMBREUSES RÉSISTANCES INSTITUTIONNELLES QUE RENCONTRE ENCORE L'ÉMANCIPATION DES FEMMES. DES RÉSISTANCES QUI SE MANIFESTENT NOTAMMENT DANS L'ÉGLISE, DANS LE DROIT, DANS L'UNIVERSITÉ ET DANS LE MONDE DES SCIENCES.

PIERRE VALLIÈRES

PHOTOS: RENÉ BEAULIEU

LE COÛT SOCIAL DU SEXISME

En écoutant Madame Marie-Andrée Bertrand parler des défis actuels du féminisme, deux choses retiennent particulièrement l'attention. D'abord, un optimisme à toute épreuve, qui lui fait dire que les acquis du féminisme en Occident sont **irréversibles** et qu'il n'y aura pas de reculs concernant la levée des obstacles juridiques ou formels à l'émancipation des femmes. Deuxièmement, ce qui frappe aussi, c'est l'insistance qu'elle met à souligner le **coût social énorme des résistances institutionnelles** aux revendications féministes.

À ce chapitre, elle rappelle avec pertinence le rôle joué historiquement par la chrétienté (le catholicisme romain surtout) dans la formation et le maintien des résistances institutionnelles. Parmi les principales institutions visées, elle mentionne, outre l'Église catholique: le droit, l'université, le système général des sciences et, bien sûr, l'État.

En somme, même si plusieurs obstacles juridiques à leur émancipation ont été formellement levés (du moins en Occident), «les femmes rencontrent encore

beaucoup de difficultés sur le chemin de leur accession effective à l'autonomie, à l'autorité et aux pouvoirs réels. Mais quand même: quel chemin parcouru depuis deux siècles!».

LES QUATRE ÂGES DU FÉMINISME

Pour Marie-Andrée Bertrand, l'âge UN du féminisme a été celui de la lente et difficile quête des droits politiques. L'avènement des libertés républicaines, lors de l'Indépendance américaine et de la Révolution française, n'a pas spontanément profité aux femmes. Loin de là. *Liberté, fraternité, égalité*, oui, mais pour les hommes d'abord. «Il a fallu aux femmes un siècle et demi de luttes pour seulement conquérir le droit de vote! C'était le temps des suffragettes, des premières femmes à descendre dans la rue.»

L'âge DEUX du féminisme («qui pour moi constitue le véritable âge UN», précise Madame Bertrand) commence dans les années '60 avec l'organisation du mouvement des femmes contemporaines, mouvement qui démarre avec Betty Friedman et les autres. «Ce mouvement profite d'une nouvelle situation de droit,

de la possibilité désormais acquise pour les femmes d'accéder aux études de leur choix, d'entrer sur le marché du travail, d'y exercer les emplois qui leur étaient inaccessibles jusque là, de développer leur autonomie financière, intellectuelle et sociale, de rompre avec les rôles traditionnels, etc.»

Même si l'égalité reste encore plus formelle que réelle, les conquêtes juridiques des femmes, dans la majorité des sociétés démocratiques, «ne sont pas, et de loin, les dernières. Il faut aussi parler des autres.»

LE FÉMINISME COMME CRITIQUE ET SCIENCE

«Progressivement, les mouvements des femmes ont donné naissance à des analyses, des écrits, des débats et, dans les années '60, aux études de la femme. C'est ce que j'appelle l'âge TROIS du féminisme. Des groupes de recherches sont nés, presque toujours pluridisciplinaires, s'intéressant par exemple à l'histoire des femmes et découvrant, bien sûr, la **nécessité d'une autre histoire** capable de rendre compte du passé plus objectivement, de dévoiler des habitudes de vie, des hauts faits d'un groupe – les femmes,

la moitié de l'humanité – occulté par les historiens.»

«La sociologie aussi s'est mise de la partie, plus volontiers que l'histoire, il me semble; elle a ré-écrit ses traités des classes sociales, car jusque là on avait assimilé mécaniquement les femmes mariées à leur époux, leur imputant la même scolarité et le même statut socio-économique. Et puis d'autres disciplines ont suivi: anthropologie, criminologie, philosophie, biologie, théologie, etc. On a pu ainsi démontrer à quelle pauvreté ces disciplines s'étaient condamnées elles-mêmes – sans compter les erreurs de fait – en étant, depuis l'origine, des sciences au masculin. Voilà bien un acquis majeur du féminisme contemporain.»

«L'âge QUATRE, quant à lui, est celui de la critique féministe. Ayant découvert que les rapports sociaux de sexe déterminent en profondeur le comportement des personnes, des institutions, des groupes, des États..., les féministes ont édifié des théories, nombreuses et originales, pour rendre compte de cette réalité. Ces théories se sont fondées sur des pratiques et des prises de conscience qui, à leur tour, ont engendré de nouvelles pratiques et de nouvelles propositions théoriques. Le féminisme s'est ainsi peu à peu développé comme **méthode critique**. Une méthode d'une grande puissance, me semble-t-il, au plan à la fois de la connaissance et de l'action. On en trouve d'ailleurs un exemple remarquable dans le recueil colligé par les soins de Seyla Benhabib, une philosophe de l'Université Cornell, *Feminism as criticism*.»

«Ainsi, des féministes, bien outillées, passent au crible d'une critique décapante les théories de leurs vis-à-vis masculins ou encore d'autres féministes (Simone de Beauvoir, par exemple). On est loin des manifestes des années '60. En ce début des années '90, l'ensemble des analyses féministes contemporaines méritent une attention au moins égale à celle qui fut déjà accordée au marxisme ou au socialisme.»

S'INSCRIRE DANS L'AVENIR PLUTÔT QUE DANS LE STATU QUO

«Les phénomènes provoqués par le féminisme contemporain sont sans doute les plus importants de cette dernière moitié de siècle». Aussi, Marie-Andrée Bertrand insiste-t-elle pour dire que «les institu-

tions et les personnes qui négligeraient de prendre en compte des changements aussi importants et aussi réels que ceux qui marquent présentement la condition des femmes, ou pire, qui les nieraient ou s'emploieraient à y faire obstacle, éprouveraient – ou éprouvent déjà de fait – des difficultés considérables à s'inscrire dans le présent et plus encore dans l'avenir.»

En d'autres termes, ces personnes et ces institutions se condamneraient à être très vite déclassées par l'histoire (si cela n'est

«l'une des rares institutions occidentales qui n'ait pas encore levé les obstacles juridiques à l'accession **intégrale** des femmes à l'autorité et au pouvoir».

«Cela, pour moi – qui suis athée – et pour tant d'autres, constitue un scandale majeur... Partout ailleurs, en Occident, les constitutions nationales ont fait disparaître les obstacles juridiques à l'accession des femmes à tous les postes de la vie économique, politique et sociale, en plus de leur assurer le plein droit à la

«L'Église catholique romaine demeure, malgré son discours officiel sur l'égalité des personnes, l'une des rares institutions occidentales qui n'ait pas encore levé les obstacles juridiques à l'accession **intégrale** des femmes à l'autorité et au pouvoir.»



pas déjà fait). Cet avertissement, Marie-Andrée Bertrand l'a entre autres servi à la hiérarchie exclusivement masculine de l'Église catholique romaine dont le comportement anti-féministe la choque énormément.

Madame Bertrand avait d'ailleurs fait sensation en octobre 1989, lors du colloque *Jacques Grand'Maison*, à l'Université de Montréal, en rappelant avec une profonde indignation que l'Église catholique romaine demeure, malgré son discours officiel sur l'égalité des personnes,

propriété, à l'autorité parentale, à l'autonomie dans le couple, au droit de disposer librement de leur propre corps, etc.» Cette égalité juridique ou formelle, première conquête du féminisme après deux siècles de luttes et qui n'est que le début de la libération effective des femmes, pourquoi l'Église catholique s'obstine-t-elle si farouchement à la nier, se demande Marie-Andrée Bertrand comme plusieurs théologiennes catholiques avec lesquelles elle collabore dans un groupe de recherche interdisciplinaire sur l'avancement de la femme.

L'ÉTAT INFANTILISE LES FEMMES AVEC DES RAISONS D'ÉGLISE

Madame Bertrand a souvent eu l'occasion de travailler avec des femmes engagées dans l'Église, comme Lise Baroni, Olivette Genest, Élisabeth Lacelle, Monique Dumais, Marie-Andrée Roy, Gisèle Turcot et plusieurs autres. À leur contact, elle a pu vérifier les très dures résistances juridiques et structurelles qui font obstacle à l'émancipation des femmes dans l'Église. «J'ai un grand respect pour les femmes d'Église qu'il m'a été donné de connaître de près, et j'éprouve une consi-

dent protéger, les hommes d'une classe sociale bien précise et, bien sûr, du groupe ethnique dominant. Ici encore, le coût social de l'hégémonie masculine est considérable: discrimination, infantilisation, psychiatrisation, irresponsabilisation. Appropriation du corps des femmes, laquelle, il faut bien le dire, s'appuie sur la morale de l'Église. En fait, l'État gère ou entend gérer le corps et le vécu des femmes avec des raisons d'Église».

On peut dire la même chose de la médecine, de l'économie, du génie, et de la très

L'UNIVERSITÉ CAPTIVE DES CLERCS

«En effet, souligne Marie-Andrée Bertrand, intarissable sur le sujet, les femmes, à l'université, dérangent terriblement les hommes, leurs habitudes, leurs certitudes, voire même leurs connaissances, leurs expertises. C'est sans doute parce que, vous le savez bien, **l'université est née de l'Église** et fut pendant très longtemps l'affaire exclusive des clercs. Cela, c'est sûr, n'a pas aidé la cause des femmes qui sont entrées à l'université 700 ans après qu'elle eût ouvert ses portes aux hommes, et encore par la porte arrière».

Que dire donc de l'accession aux postes de professeures d'université, un fait des années '70 seulement? Madame Bertrand tient à rappeler que la population étudiante actuelle, féminine à près de 60% dans l'ensemble du Canada, reçoit ses enseignements d'un corps professoral masculin à 80%! D'autre part, chose plus grave encore dit-elle, les étudiants masculins ne voient que très peu de femmes en fonction d'autorité intellectuelle. La plupart des chercheurs renommés, des experts et des doyens sont des hommes.

«Chose grave entre toutes à mes yeux: la science et les connaissances se sont édifiées sans les femmes. C'est un processus qu'il faut à tout prix stopper. Il est anormal que les connaissances, voire les «vérités», soient toutes profondément masculines! Il est donc capital que l'université, comme d'autres institutions, fasse désormais largement appel à des femmes. L'éducation des hommes, entre autres, ne doit plus être la chasse-gardée des hommes!»

.....

Malgré tout, Marie-Andrée Bertrand se réjouit du chemin accompli, depuis les années '60, par le mouvement féministe. «Tout spécialement au Québec, dit-elle, où le mouvement est nettement en avance.» Elle tient aussi à souligner l'importance qu'ont pris les études des femmes dans au moins trois universités québécoises, l'UQAM, Laval et Concordia.

Bien sûr, s'empresse-t-elle de noter, «le féminisme n'a pas fait disparaître magiquement la violence des hommes. Il n'a pas non plus libéré de nombreuses femmes de la pauvreté. Mais, tout compte fait, le mouvement progresse. Les femmes, j'en suis certaine, ne retourneront plus jamais en arrière.»



«En ce début des années '90, l'ensemble des analyses féministes contemporaines méritent une attention au moins égale à celle qui fut déjà accordée au marxisme ou au socialisme.»

dération réelle pour leurs fonctions dans une institution qui, pour avoir perdu à mes yeux sa pertinence, n'en est pas pour autant dépourvue d'influence et de pouvoirs réels dans la société. La preuve de cette influence encore forte se trouve, entre autres, dans cette autre institution, laïque celle-là: le droit.»

«Le droit pénal, civil, familial, administratif, constitutionnel, qui énonce les normes de comportements en société, est profondément masculin. De plus il énonce les **valeurs**, c'est-à-dire très souvent les intérêts que des hommes enten-

grande majorité des sciences où la structure de pensée est restée terriblement patriarcale. Pour Marie-Andrée Bertrand, il est urgent pour les femmes autant que pour les hommes de faire la critique en profondeur du système général des sciences.

Selon elle, la liberté de la société toute entière, donc des femmes, passe par la libération du savoir, de l'université. Cette libération-là ne peut être escamotée. Elle constitue le pré-requis des nombreux changements sociaux et culturels exigés par le féminisme.

ÉCOLOGIE ET CONSOMMATION: LES PRATIQUES «VERTES» DU CAPITALISME

APRÈS PLUS D'UN SIÈCLE DE PILLAGE, LES COMPAGNIES SE RETROUVENT SUR LE BANC DES ACCUSÉS. POUR REDORER LEUR IMAGE, ELLES SE LANCENT, EN ODEUR DE VERDURE, DANS LES PRODUITS «ÉCOLO». ENTRETEMPS, ON ÉVITE DE QUESTIONNER L'UN DES ENJEUX MAJEURS DE LA CRISE ÉCOLOGIQUE: LA SURCONSOMMATION.

NANCY BURROWS
et NICOLAS CALVÉ

Qui aurait dit, il y a dix ans, que la question environnementale serait considérée comme l'enjeu majeur des années 90? Peu de gens aujourd'hui n'ont pas entendu parler de questions comme l'accumulation des déchets, les pluies

acides, l'effet de serre ou la déforestation. Devant la gravité de la situation, des groupes se sont formés pour sensibiliser la population aux dégâts causés par la société de consommation. Certains sont porteurs de projets révolutionnaires, mais la majorité se limite à faire pression sur les gouvernements et les entreprises, pour qu'ils adoptent des politiques de protection de l'environnement. Ainsi, par exemple, certaines villes et/ou régions nord-américaines ont déjà adopté des programmes de récupération du verre et du papier, des politiques d'incitation au covoiturage et d'amélioration du transport en commun.

Ces politiques environnementalistes soulignent les liens qui unissent consommation et crise écologique. Cette crise ayant atteint des proportions apocalyptiques depuis l'avènement de la société de

consommation, on s'est dit que le changement de certaines habitudes pourrait être un élément de solution au gâchis planétaire en cours. Aussi, des individus et des groupes ont développé des habitudes de consommation écologique au quotidien, tandis que le recyclage et le réemploi s'institutionnalisèrent et que des compagnies commercialisaient des gammes de produits dits «écologiques».

Au quotidien, l'adoption de comportements écologiques se traduit par une foule de petits trucs à faire ou à ne pas faire. On

peut, par exemple, utiliser du vinaigre pour nettoyer ses vitres au lieu du très polluant *Windex*, choisir de ne pas manger de bœuf puisque cet animal a un rendement énergétique très bas¹, acheter des biens usagés et des produits en vrac, traîner sa tasse à café dans les lieux publics ou de travail, ne pas avoir d'auto et se déplacer à pied, en vélo ou en métro-autobus, prendre une douche au lieu d'un bain, etc. Adopter de telles habitudes demande un certain effort et une grande conviction. Mais celles-ci, même si elles constituent un des multiples pas vers une société plus écologique, ne font pas en elles-mêmes une «révolution». Si l'on considère l'ampleur et la globalité de la crise actuelle, il faut beaucoup plus que de nouvelles attitudes de consommation.

LA CONSOMMATION EST-ELLE BIO-DÉGRADABLE?

Par ailleurs, certaines entreprises ont décidé de se lancer dans un marketing «vert» plutôt douteux. Procter & Gamble a mis sur le marché les fameux



«enviro-paks», afin de permettre «aux consommateurs de contribuer à la limitation des déchets solides en réduisant la quantité de plastique qu'ils jettent à la poubelle²». Ce petit geste ne veut pas vraiment «dire gros», puisqu'il ne réduit pas la pollution de l'eau par les phosphates et les autres agents nocifs pour l'environnement contenus dans ces produits domestiques. De plus, jeter moins de plastique, c'est en jeter quand même! Ainsi nous sommes toujours dépendants-es de l'industrie pétrochimique qui produit ce plastique en contribuant à l'effet de serre et à d'autres problèmes comme la pollution des sols et les pluies acides.

Les contenants en «styromousse» produits sans l'aide de chloro-fluorocarbones (CFC) ne contribuent plus à la destruction de la couche d'ozone, mais produisent toujours une montagne de déchets dont on ne sait que faire. On a aussi inventé des sacs dits «bio-dégradables» composés d'un mélange de plastique et d'amidon, et qui une fois au dépotoir sont sensés se décomposer dans la nature. Mais ces sacs ne sont en fait que *bio-dés-intégrables*: ils se dissolvent certes, mais les molécules de plastique dispersées restent en place, contaminant les sols. Alors mieux vaut apporter son propre sac à l'épicerie!

DE L'ESSENCE SANS PLOMB À LA CARTE VISA-OXFAM

Les compagnies pétrolières se vantent de faire leur part pour l'environnement en ne vendant plus que de l'essence sans plomb. Une telle pratique enrayer les problèmes de santé dus au plomb dans l'air. Mais qu'en est-il de l'effet de serre, des pluies acides et de l'étalement urbain?

La crème des aberrations: les cartes de crédit Visa-Oxfam et Visa-Steinberg-Environnement. Un quart de un pour cent des ventes réalisées à partir de ces cartes vont, dans le premier cas, à l'aide au Tiers-Monde, et dans le second, à la Fondation québécoise en environnement (FQE)³. L'achat à crédit est pourtant un des éléments-clés de toute société de consommation digne de ce nom, puisqu'il incite les gens à se lancer dans des dépenses superflues. On peut donc acheter un tas de bananes du Honduras ou une pile d'assiettes d'aluminium québécois fait de bauxite jamaïcain avec la conscience tranquille, en étant convaincu d'avoir contribué à la protection de l'environnement et à l'aide au Tiers-Monde. Et la déforestation? Et les politiques d'austérité du FMI? Et le harnachement des rivières du Québec? Et l'épuisement des ressources naturelles non-renouvelables? Ce ne sont sans doute pas des cartes de crédit «vertes» qui empêcheront 26% de la population mondiale de consommer 80% des richesses du globe⁴!

PLUS ÇA CHANGE... PLUS C'EST PAREIL

Ces pratiques «vertes» du capitalisme contemporain viennent en réponse à la préoccupation grandissante de la population face à la destruction de l'environnement. Les entreprises désirent continuer à augmenter leurs parts de marché, et la croissance économique ne doit pas être remise en question. Les liens entre les mass médias et le monde des affaires sont bien connus. Ceux-ci deviennent en conséquence le véhicule par excellence de la récupération du discours écologiste par les élites politico-financières. Ainsi les compagnies peuvent soigner leur

image corporative en se donnant un look «écologique». Leur publicité essaye de faire croire aux gens qu'ils font leur part pour l'environnement en consommant ces produits «verts», alors que mot «écologie» est vidé de tout son sens.

Les élites économiques et politiques tirent leur légitimité du productivisme et de la société de consommation. Elles n'ont donc aucun intérêt à ce qu'ils soient remis en question. L'obsession économiste, le matraquage publicitaire et l'idéologie véhiculée par les mass médias font que dans nos sociétés tout devient marchandise.

S'il importe de changer notre manière de consommer au quotidien, il faut aussi comprendre que des choix collectifs s'imposent pour non seulement changer les produits que nous consommons mais aussi la manière dont ils sont produits. Le changement doit être global. ⁵

1 «Il faut au moins dix calories d'aliments végétaux pour produire une seule calorie assimilable de viande». Claude Villeneuve: *L'Énergie au quotidien*, Environnement Jeunesse, Montréal 1989.

2 Procter & Gamble: *Enviro-pak: Un petit geste qui veut dire gros*; dépliant publicitaire 1989. Les «enviro-paks» sont des enveloppes de plastique servant à remplir les bouteilles vides de Tide, Ivory, Downy et M. Net. Elles sont composées de 70% moins de plastique que les bouteilles conventionnelles.

3 La FQE est un regroupement environnementaliste de représentants-es d'entreprises privées et publiques. Nous avons des doutes quant à la destination des fonds qui lui sont alloués et quant à la teneur (très modérée et conservatrice) de son discours, mais ce n'est pas l'objet de cet article que d'analyser les dessous de la FQE.

4 Sachons que le tiers de l'hydro-électricité produite au Québec sert à alimenter les alumineries.

5 Les ami-e-s de la terre de Montréal: *Pour un développement durable au Québec*; Montréal, 1989.

PHOTOS D. LEGAULT



TRÉE DU JOURNAL LE MONDE



PHOTO: COURTOISIE ALERTE CENTRE-SUD

«LA MISÈRE DES RICHES», CETTE SÉRIE TÉLÉVISÉE OÙ L'ON S'APITOIE SUR LES MALHEURS DES GENS QUI POSSÈDENT TOUT, VOUS A-T-ELLE FAIT VERSER QUELQUES LARMES? SI OUI, LA MISÈRE DES FEMMES PAUVRES RISQUE FORT DE PROVOQUER DE TERRIBLES INONDATIONS.

L'APPAUVRISSMENT DES FEMMES AU QUÉBEC LES CONDUIT À UNE MARGINALISATION ET UNE EXCLUSION SOCIALE QUASI DÉFINITIVES. IL SEMBLE EN EFFET QU'IL SOIT PLUS FACILE D'ENTRER DANS LE CERCLE VICIEUX DE LA PAUVRETÉ QUE D'EN SORTIR. LES POLITIQUES SOCIALES ÂPREMENT

FEMMES ET PAUVRETÉ

CONQUISES DEPUIS LES DÉBUTS DE LA RÉVOLUTION TRANQUILLE S'EFFRIMENT DE JOUR EN JOUR, AU GRÉ DES BESOINS D'UN SYSTÈME QUI N'A POUR LOGIQUE QUE L'ACCUMULATION INÉQUITABLE DES RICHESSES. LES MAILLES DES FILETS DE SÉCURITÉ SOCIALE, TISSÉES BIEN GROSSIÈREMENT, LAISSENT TOMBER DE PLUS EN PLUS DE GENS. LES FEMMES, TOUT PARTICULIÈREMENT, ÉCOPENT. POUR ELLES, VIVRE AU QUÉBEC EN 1990, C'EST TENTER DE SURVIVRE!

ONT COLLABORÉ À LA PRODUCTION DE CE DOSSIER: MIREILLE AUDET, SUZANNE BARBEAU, GINETTE BOYER, LUCIE BÉLANGER, LOUISE GARNIER, PIERRETTE LAFLEUR, JEAN ROBITAILLE ET MONIQUE TREMBLAY.

PAUVRES, DE NOMBREUSES FEMMES LE SONT, À CHAQUE HEURE D'UNE EXISTENCE DE DÉBROUILLARDISE. MAIS LES LIEUX PUBLICS, LES INSTITUTIONS SOCIALES, ET À PLUS FORTE RAISON LES MINISTÈRES, NE SONT PAS FAIT POUR ELLES.

NOUS AVONS RENCONTRÉ NICOLE, SYLVIE, DIANE, MARGUERITE, CHRISTIANE ET LISE, AU CARREFOUR FAMILIAL HOCHELAGA-MAISONNEUVE, LA VEILLE DU 8 MARS. ELLES NOUS ONT RÉVÉLÉ DIVERS ASPECTS DE LEUR VÉCU.

PAUVRETÉ FÉMININE «ALL DRESSED»: LA PAUVRETÉ AVEC UN «E» MUET

LOUISE GARNIER ET
PIERRETTE LAFLEUR

À L'ÉPICERIE, SANS ARGENT

À l'épicerie ou dans n'importe quel lieu de consommation, comment on se débrouille? Et bien, on se promène avec notre «barouette», nos petits, pis on fait la chasse aux spéciaux.

Les petits sont là. Ils ont faim, ils ont aussi des désirs. On n'a pas d'argent pour les faire garder, alors on les amène. Ils ont le tour de réclamer et puis, de nous tordre le coeur; mais c'est NON, on a pas d'argent.

Aller à l'épicerie ou ailleurs, c'est l'arène de combat. Pleins feux sur mon portefeuille vide.

Les six femmes interviewées disent à l'unisson qu'en arrivant à la caisse, elles doivent souvent rapporter sur les tablettes plusieurs articles. Le budget a été dépassé: humiliation, rage, trépignement des enfants. Sylvie nous raconte qu'un jour, à la pharmacie, sa fille pleure pour avoir une poupée, elle crie, elle fait tous les temps. Une cliente assiste à la scène et décide, ce jour-là, de faire une bonne action. Elle achète la poupée et écrit une petite carte: «Pour une enfant dont la mère est pauvre». «J'ai été insultée ben raide, c'est comme si elle avait dit à ma fille, ta mère est un trou-de-cul.» Il y a une

manière d'offrir quelque chose à quelqu'un sans écorcher sa dignité.

Pour la bouffe, on va quêter à la St-Vincent-de-Paul. Il y a aussi le Resto-Pop. C'est un moyen de manger à peu de frais. Ou bien on va à la Cuisine collective pour se nourrir jusqu'à la fin du mois et aussi s'entraider.

À LA CAISSE, SANS CRÉDIT

La caisse populaire est le lieu d'identification sociale par excellence. On y entend des sarcasmes, on essuie des attitudes méprisantes de la part de certaines caissières. On y entend les réflexions de gens qui manifestent leur profond rejet des assistées sociales. Christiane, au temps où elle percevait son assurance-chômage, s'était fait un plaisir de ne jamais aller à la caisse le 1er du mois et, surtout, la fierté suprême de dire à voix haute pour qu'on l'entende: «je viens payer mon compte de téléphone».

Deux des femmes présentes paient des

dettes au BES, sans savoir quelles sont ces dettes! Depuis deux ans, elles n'ont pas de «crédit d'impôt pour enfants» puisque le BES se rembourse à même ces revenus.

Toutes les six ont beau faire tous les calculs possibles. «Tu as beau gratter, cacher des sous dans tes culottes, te priver, recycler... au bout du compte, c'est toujours moins zéro.»

Le chèque du mois suivant étant toujours entamé, à qui vais-je emprunter ce mois-ci? Les besoins sont toujours là, mais l'argent qui va avec n'est jamais là. «À un moment donné, dit Christiane, tu risques! Tu achètes des bottes à ton gars, pour qu'il soit comme tout le monde, puis tu te dis «j'sais qu'j'ai pas les moyens, mais y'arrivera ce qui arrivera, j'en peux plus.»

AU BAZAR... AU HASARD DE L'HABILLEMENT

«Je ne me souviens pas quand j'ai eu un morceau de linge neuf», dit Nicole. «Moi non plus», reprennent les autres. Les enfants non plus, d'ailleurs. Échange de linge, don de linge, saga des sacs verts: on connaît ça.

Marguerite: «Moi j'ai été des années à travailler bénévolement dans des magasins de linge usagé, des bazars; c'est comme ça que je me suis habillée et meublée». «Là je suis enceinte, je ne trouve rien dans les magasins, mon budget est crevé à cause du linge de maternité.»

Ce qui est dur, c'est que les enfants grandissent, deviennent adolescents-es, et qu'on ne peut plus leur faire porter ce qu'on veut. Voilà l'occasion d'utiliser nos ménages pour trouver d'autres alternatives. En allant jusqu'à faire des compromis avec l'ex-conjoint pour obtenir le montant d'argent nécessaire à l'habillement de «leur» fille.

LOGIS TROP PETITS, TROP FROIDS

Le problème du logement est central dans la vie familiale. Les femmes sont les premières à composer avec cet environnement souvent inadéquat et indécent. Sauf

Ce qui ressort aussi, c'est le froid, le gel, les comptes de l'Hydro si hauts qu'on n'arrive jamais à les faire baisser à zéro comme la température. Les enfants sont malades.

pour les «chanceuses» qui ont réussi à prendre à temps le train des coopératives subventionnées, la situation du logement rend la vie quotidienne excessivement difficile.

Être confinée dans un logement froid, insalubre, exigü, ça gruge l'énergie par en dedans, jour après jour. Et le fait d'y vivre nombreux, ça produit toutes sortes de malaises au niveau de la santé physique, psychologique et morale. Même les HLM ne correspondent pas nécessairement aux besoins. Diane: «J'étais la 3 500e sur la liste d'attente, et puis, quand j'ai fait ma demande, j'ai dû passer au peigne fin sous les interrogatoires. C'est juste si on m'a pas demandé la couleur de mes p'tites culottes!»

Diane: «Si tu viens chez nous, tu vas voir que mon corridor, c'est un vrai hangar. Les chambres sont tellement petites qu'il faut que je mette les bureaux dans le passage, sans compter le coffre à bébélles, pis la bibliothèque. Il y a une barrière entre le salon et la cuisine pour pas que la petite aille partout.»

«Y'a pas moyen de faire le ménage là-dedans, c'est trop tassé, tu peux rien

faire, si on fait ça, on perd, chacune, 85\$ sur notre chèque. On ne va plus s'entraider de cette manière-là.»

«Certains HLM sont de véritables ghettos. Pas d'intimité, des murs en carton, des chicanes chez le voisin, du bruit, la police à tout bout de champ sur les lieux. Et si tu as le malheur de travailler, on t'augmente ton loyer en conséquence. Ce que tu essaies de gagner sur un bord, tu le perds de l'autre.»

PAS LES MOYENS D'ÊTRE EN SANTÉ

Toutes les femmes présentes ont une longue expérience avec les hôpitaux. Bébés prématurés, otites à répétitions, asthme, nécessitent des visites fréquentes à l'hôpital, un suivi régulier, ou encore des voyages d'urgence. Pas étonnant avec des logements insalubres, des aliments de base inaccessibles, des privations, et le stress occasionné par le souci constant de survivre.

Deux des six femmes réunies ont raconté que leur enfant a été examiné par des médecins qui ont posé des diagnostics erronés. Conséquence, ces enfants ont

absorbé des médicaments qui les ont rendus plus malades. Il s'agissait d'aideurs de médicaments non remboursables et qui coûtaient très chers. Sur ce chapitre, elles sont intarissables.

Révoltées de l'accueil, ou plutôt de l'absence d'accueil dans les hôpitaux: du mépris ressenti à chaque visite; épuisées par le manque de sommeil: inquiétudes, réveils en pleine nuit par des quintes de toux, la fièvre, ou autre; minées par les transports en taxi ou en ambulance; indignées des traitements «cheaps» auxquels ont droit les personnes assistées sociales: dentiers en plastique qui brisent ou qui s'usent à une vitesse folle, les lunettes pour lesquelles seule la prescription est remboursée (donc pour les montures, peu de choix, et c'est «cheap», ça aussi). Quand tu es pauvre, t'as pas les moyens d'être malade, même pas les moyens d'être en santé.

Sylvie: «Je dois aller deux fois par mois à l'hôpital avec mon enfant, et cela depuis sa naissance. Les hôpitaux, je les connais. Je suis rendue que je suis devenue mauvaise parce que j'ai pas le choix si je veux me faire respecter. Je n'accepte plus d'attendre des heures et des heures quand mon enfant est en crise. Je vais droit aux médecins, et si le médecin qui soigne mon enfant n'est pas là, je pogne le micro pis je l'appelle. Dans l'autobus, ils me connaissent: quand je n'ai pas d'argent, je ne paye pas. Je leur ai dit une fois: "mon p'tit est malade, je n'ai pas d'argent, il faut que j'aille à l'hôpital".»

«Il y a quelque chose que je ne comprends pas», dit Nicole. «Il paraît que les familles d'accueil reçoivent de l'aide des psychologues, du support, une pension, et nous autres, les vraies familles, on n'a pas d'aide! C'est le monde à l'envers!»

ranger, c'est le vrai bordel.» Les autres renchérissement. Marguerite: «Moi, dans mon ancien logement, j'étais pleine de bleus, tellement j'me cognais partout». Diane: «Pour ouvrir mon tiroir de bureau, je m'assois sur le bord du lit, je m'écartille les jambes». Christiane: «Quand on a eu le bébé, on l'a couché dans le salon. Il n'y avait pas d'autre place, ça fait qu'on passait notre vie dans la cuisine du matin au soir. J't'ais-tu assez tannée!»

Ce qui ressort aussi, c'est le froid, le gel, les comptes de l'Hydro si hauts qu'on n'arrive jamais à les faire baisser à zéro comme la température. Les enfants sont malades.

«Avant, déplore Diane, on pouvait se mettre à deux familles dans un grand logement. Avec la réforme de l'aide so-



PHOTO: ROBERT FRÉCHETTE, AGENCE STOCK

LES ENFANTS, BRIS DE SOLITUDE

«Oui, les enfants, ça nous donne le courage de nous battre, de survivre, de vivre» dit Diane. Et les autres d'acquiescer avec conviction. «C'est presque inhumain d'avoir des enfants dans des conditions de même», dit l'une. «C'est pas vrai qu'on fait des enfants pour augmenter le chèque. Ce n'est plus vrai, car à partir du deuxième enfant, c'est le même montant que tu reçois, que tu en aies trois ou quatre.»

«Il y a quelque chose que je ne comprends pas», dit Nicole. «Il paraît que les familles d'accueil reçoivent de l'aide des psychologues, du support, une pension, et nous autres, les vraies familles, on n'a pas d'aide! C'est le monde à l'envers!»

«Avec les enfants, on ne peut pas se laisser aller: si on capote, ils capotent aussi.» Les enfants, c'est le rapport affectif le plus important. Plusieurs femmes les retrouvent dans leur lit la nuit; ça brise la solitude, mais ça rapetisse le territoire aussi!

DES LOISIRS?

«Pour les loisirs, on se contente de peu, on est habituées à cela», remarque Christiane. «Pour se faire plaisir, ajoute-t-elle, on se graigne les joues aux vitrines, on se paye un hot-dog chez Valentine, et puis on marche, on marche, ça coûte rien.»

.....

Être pauvre, c'est aussi laisser entrer chez soi toute une gamme d'intervenants

Quand tu es pauvre, t'as pas les moyens d'être malade, même pas les moyens d'être en santé.

sociaux afin qu'ils règlent nos problèmes. Cela entraîne des inconvénients... comme celui par exemple de se sentir jugée et incapable.

À l'opinion générale, il faut compter sur ses propres forces, s'enligner sur la réalité, se battre, faire connaître nos besoins, nos droits, comme par exemple celui au transport gratuit pour les appauvries. «À l'hôpital, ils devraient nous servir à manger, dit Sylvie, quand on a à rester sur place. J'ai été deux semaines avec un fils à l'hôpital, j'ai bu de l'eau pendant deux semaines, j'avais pas d'argent. Ou bien je finissais les restes de mon petit.»

Avoir des loisirs peu coûteux pour s'évader et se distraire. Des haltes-répits pour préparer les enfants à aller à l'école, à se détacher de nous.

Avez-vous remarqué qu'aucune d'entre elles n'a parlé de la 6/49, de la mini-loto... ni de l'homme riche qui la comblerait...

16

LOUISE GARNIER travaille aux Cuisines Collectives dans le quartier Hochelaga-Maisonneuve à Montréal, et **PIERRETTE LAFLEUR** est coordonnatrice du Carrefour familial du même quartier.

PHOTO: ROBERT FRÉCHETTE, AGENCE STOCK



FEMMES DE '90: SUR LES ROUTES DE L'ITINÉRANCE

DEPUIS LES ANNÉES '80, L'ITINÉRANCE ET LA PAUVRETÉ FÉMININE ONT PLUSIEURS VISAGES. SURVIE, LUTTE PSYCHOLOGIQUE CONSTANTE, ATTAQUENT LES FEMMES, ET SPÉCIALEMENT LES PLUS ÂGÉES.

JEAN ROBITAILLE ET
MONIQUE TREMBLAY

Vous connaissez la pauvreté «all dressed»? Celle qui s'insinue dans toutes les pores de votre vie, qui déborde les problèmes budgétaires pour englober tout votre univers. Celle qui vous habite nuit et jour, vous traque et vous détraque...

Examiner l'impact de la pauvreté vécue par les femmes, c'est se livrer encore une fois à une très sévère critique du Québec «cassé en deux». C'est se demander ce que cela veut dire d'être pauvre dans la culture néo-libérale du Québec d'aujourd'hui.

Ce que cela signifie d'être pauvre dans une société où ça coûte très cher pour vivre? où les biens essentiels coûtent proportionnellement plus que les biens accessoires? où l'appartenance sociale est déterminée par le fric que tu gagnes? où le monde yuppie définit les règles de participation sociale? où le marché du travail est caractérisé par la précarité institutionnalisée?

PHOTO: JEAN-FRANÇOIS LEBLANC, AGENCE STOCK



Pour saisir la réalité de la pauvreté et de la misère des femmes, il faut affronter une situation et ses défis spécifiques: survie, marginalisation, exclusion et exploitation.

LES EXIGENCES PSYCHOLOGIQUES DE LA PRÉCARITÉ

On peut faire des projets dans la vie dans la mesure où on possède l'assurance d'un minimum de stabilité. Au contraire, la recherche constante de ce plancher et la lutte quotidienne d'une personne pour sa survie créeront à la longue une usure et une vulnérabilité qui conduiront généralement à une misère chronique.

Pour survivre constamment dans la précarité, il faut savoir développer un certain nombre d'habiletés. Par exemple: ne jamais faire de projets, «profiter» de la vie au jour le jour, et vivre de la débrouille. Coincées dans un mode de vie sans futur, les femmes appauvries n'ont plus d'énergie pour explorer du neuf ni pour faire de nouveaux apprentissages.

Paradoxalement, les habiletés nécessaires à la survie sont souvent incompatibles avec celles qu'on demande pour fonctionner dans la société actuelle. Ainsi, vivre essentiellement au jour le jour ne prépare pas quelqu'un à payer mensuellement son loyer ou son compte d'électricité. Acculée à la survie, tu ne fais plus de projets. Tout essai de planification budgétaire devient insensé. Les femmes pauvres sont d'ailleurs bien conscientes qu'on ne peut pas gérer la pénurie.

La survie est aussi rendue bien difficile dans le contexte actuel par le discours social et politique dominant qui prétend que le bien-être de tout le monde est assuré dans notre société. L'effort même de survie est ainsi nié. Ce qui constitue l'essentiel de tes luttes et de tes angoisses quotidiennes est tout simplement occulté. Le processus de marginalisation et d'exclusion des femmes pauvres se développe au cœur de cette expérience de négation et s'accompagne inévitablement d'une dévalorisation personnelle, d'une perte de sens: «tu n'es plus personne». Socialement, on ne reconnaît même plus à ces femmes la légitimité de souffrir de leur pauvreté.

La pauvreté des femmes est d'abord, bien sûr, économique. 80% des femmes vivent avec moins de 20 000\$ par année, comparativement à 52% des hommes. Le revenu moyen des femmes est de 12 766\$, alors que celui des hommes est de 22 211\$. Une femme sur quatre est faiblement scolarisée (moins de neuf ans d'études) et seulement 22% d'entre elles travaillent, contre 54% des hommes ayant le même niveau de scolarité.

Statistiques tirées de La situation socio-économique des femmes, faits et chiffres, Louise Paquette, Secrétariat à la condition féminine, Gouvernement du Québec, 1989

LA DOULEUR ANESTHÉSÉE

Isolées, désespérées, plusieurs chercheront à anesthésier leur peine. Louise Nadeau, dans son livre *Va te faire soigner, t'es malade!*, décrivait avec justesse ce processus: «Il est désespérant de ne jamais pouvoir devenir ce qu'il faudrait être. Aussi est-il presque normal d'observer que, pour survivre, certaines femmes aient besoin de se protéger face à leur incapacité de maîtriser leur environnement; qu'elles aient besoin aussi de s'insensibiliser face à la culpabilité que cette incompetence engendre; enfin qu'elles aient besoin de se procurer des satisfactions substitutives devant la «résignation acquise» qui est la leur. C'est par l'usage de drogues que certaines tenteront d'anesthésier leur peine.»¹

Ces femmes assimilent qu'elles sont en dehors de la «track», bien qu'elles refusent de l'accepter. Confrontées brutalement à l'exclusion, elles cherchent dans différentes avenues un sens à leur existence maudite.

Ainsi, certaines investissent tout dans l'affectif en essayant d'être quelqu'un... pour un autre; d'autres tentent tout ce qui est à leur portée pour redonner un véritable sens à leur vie, en ayant un enfant par exemple. D'autres encore se bâtissent des rêves (comme celui de gagner à la lotto) ou s'inventent un avenir professionnel inaccessible. Et il y a celles qui, en bout de ligne, sombrent dans la dépression et engourdissent leur mal dans la drogue, l'alcool et les médicaments. On parlera souvent dans ce dernier cas de «médicalisation des problèmes sociaux des femmes». La seule relation qui s'établit alors avec un médecin s'apparente à celle du «pusher».

L'ITINÉRANCE INVISIBLE

L'itinérance est définie comme l'aboutissement d'un processus de désengagement social. De plus en plus mises à l'écart dans une société faite pour et par les yuppies, l'itinéraire des femmes pauvres les conduit trop facilement à cette forme ultime de désengagement social, de marginalisation «volontaire».

La conjoncture des années 80, caractérisée notamment par la féminisation de la pauvreté et la marginalisation de la jeunesse, a suscité une augmentation impressionnante du nombre de femmes dans le monde de l'itinérance. Pourtant, la

majorité d'entre elles n'échouent pas littéralement à la rue. Françoise-Romaine Ouellette explique dans un ouvrage récent, *Femmes sans toit ni voix*, comment l'itinérance des femmes se manifeste différemment de celle des hommes. «Elles se maintiennent dans les zones floues entre l'itinérance et la prostitution, la folie, l'extrême pauvreté, la dépendance (vis-à-vis d'un homme, de l'État, de l'alcool, de la drogue ou des médicaments), etc. Pour être moins spectaculaire, leur situation n'en est pas moins dramatiquement marginale et extrêmement précaire. (...) Bien souvent, elles ne trouvent un toit que grâce aux stratégies de subsistance qui sont propres aux femmes, c'est-à-dire celles qui se fondent sur l'offre de services sexuels ou domestiques, services dont la demande ne connaît pas de fluctuation.»³

L'ÂGE EN PLUS

Les femmes plus âgées ne sont plus dans les conditions morales et physiques pour miser efficacement sur cette «alternative». «Elles ont plutôt tendance à ne subsister que par l'aide sociale ou la charité publique et par l'aide d'organismes communautaires ou religieux. Elles vivent très isolées, repliées sur elles-mêmes et s'efforçant de rester invisibles aux yeux des autres.»⁴

Ces femmes sont confinées dans un univers réduit de violence, d'exploitation et de mépris, d'où elles ne peuvent exprimer que désarroi, rage ou résignation. Françoise-Romaine Ouellette pose bien les contradictions qui peuvent nous habiter face à cette effroyable problématique: «On peut certes déplorer cette absence de relations de soutien, dénoncer cette violence, s'apitoyer, s'étonner que des femmes puissent vivre ainsi dans notre société. Mais, quand on essaye de remonter dans leur histoire personnelle pour mieux comprendre ce qui a pu les amener à vivre dans des conditions si précaires, on constate que leur histoire en est une de rupture de tous les liens importants qu'elles ont eus; que la violence a toujours fait partie de leur univers; qu'il s'agit d'une violence vécue dans cette famille qu'on voudrait bien leur voir réintégrer, d'où on voudrait bien qu'elles ne se soient jamais enfuies.»⁵

1 «Féminité et drogues: l'impossible réconciliation?», Va te faire soigner, t'es malade!, Louise Guyon, Roxanne Simard, Louise Nadeau, Montréal: Standé, 1981.

2 Ouellette, Françoise-Romaine, *Femmes sans toit ni voix*, Conseil du Statut de la femme et Secrétariat à la condition féminine, Gouvernement du Québec, 1989.

3 Op. cit.

4 Op. cit.

5 Op. cit.

tique sournoisement nourrie par le patriarcat entre «les femmes au foyer» et les «féministes» ont hypothéqué ce débat d'une lourde censure.

Familles monoparentales, baisse de la natalité et présence de plus en plus répandue (plus de 50%) des mères de jeunes enfants sur le marché du travail, voilà autant de réalités nouvelles qui posent l'urgence de la reconnaissance économique et sociale du travail de maternage pour toutes les femmes (au foyer, en emploi, bénévoles)¹.

UNE INFÉRIORISATION QUI RAPPORTE GROS

Un constat s'impose: les femmes demeurent tributaires d'une culture de la reproduction que l'on décrirait ainsi: en retour de sa totale disponibilité aux membres de sa famille, l'épouse accepte d'être prise en charge par l'époux. Il se scelle ainsi un traité de non-réciprocité, clef de voûte de l'édifice patriarcal dans nos sociétés industrialisées.²

Cette infériorisation vaut son pesant d'or! L'asservissement des femmes assure au Capital environ 85 milliards \$ au Canada, en 1982. Ces milliards de dollars, ce sont des milliards d'heures de travail non payé et des quantités folles d'énergies volées aux femmes, qui se chargent des interstices du temps que ne peut assumer le salariat. Espaces de la vie hors du temps productif mais qui garantissent sa productivité même: temps non productif de la vie (jeunesse, maladie, vieillesse), temps non productif journalier (repas, loisir, entretien personnel, soin des membres de la famille)³. Un temps morcelé, discontinu, scandé au double rythme des impératifs familiaux et de ceux du salariat: horaires de travail, horaires d'écoles, horaires de loisirs, horaires des imprévus!

De sorte qu'à «faire l'ordinaire», comme disaient nos mères, les femmes québécoises assurent le roulement d'une économie de consommation de masse sans argent à elles, sans savoir reconnu, sans pouvoir.

C'est dans le prolongement de cette réflexion, issue de la tradition des féministes matérialistes chez nous et hors frontières, que se profilent les enjeux de conscription des femmes aux soins de la famille encore aujourd'hui. La vigilance des femmes, face à ce lourd héritage du système patriarcal, est déjà à l'oeuvre!

LA RECONNAISSANCE DU MATERNAGE: UN ENJEU POUR TOUTES LES FEMMES

LES FEMMES CESSERONT-ELLES UN JOUR D'ÊTRE PAUVRES? ELLES ONT RÊVÉ D'UN MARCHÉ DU TRAVAIL QUI LEUR GARANTIRAIT L'AUTONOMIE FINANCIÈRE, MAIS LA PRÉCARITÉ ET LE CHEAP LABOUR N'ASSURENT QUE LA PERPÉTUATION DE LEUR DÉPENDANCE. C'EST LA RECONNAISSANCE SOCIALE DE LEUR TRAVAIL DE MATERNAGE, ÉVALUÉ À ENVIRON 85 MILLIARDS PAR ANNÉE, QUI PEUT LES SORTIR DE LA MISÈRE.

LUCIE BÉLANGER
ET GINETTE BOYER

La revendication pour un salaire au travail ménager n'est pas arrivée à s'imposer comme revendication importante dans le mouvement des femmes au Québec. La peur d'y voir consacré l'enfermement des femmes dans le ghetto familial, la puissance presque magique accordée à l'accès au salariat en faveur de l'autonomie financière des femmes, une tension idéologique et poli-

Elle prend la forme de recherches-action, de revendications, de luttes, de pratiques novatrices.

Les conclusions de l'étude de l'AFEAS sur la situation des ménagères, à temps plein, au foyer, sont sans équivoque: «Contrairement à l'idée généralement reçue, la sécurité financière des femmes au foyer est loin d'être réglée une fois pour toutes, d'autant plus que peu prévoient leur avenir. Et lorsque le revenu familial actuel est suffisant, la sécurité a pour contrepartie un état de dépendance financière très marquée. Si la présence d'un conjoint ne prémunit pas nécessairement contre la pauvreté, son absence en est presque le gage. Et c'est à ce moment que se font sentir les effets de la dépendance: beaucoup de veuves, de femmes séparées ou divorcées sombrent dans la pauvreté lorsqu'elles n'ont plus de conjoint qui contribue aux frais du ménage.»

L'AFEAS s'engage sur le terrain politique avec ce dossier: ses membres réclament

La maternité en travail, nous l'appelons MATERNAGE lorsqu'il s'agit de l'exercice de la maternité dans son strict rapport aux enfants:

- la procréation et l'enfantement,
- les soins aux enfants (matériels et affectifs)
- l'éducation des enfants;
- l'ensemble des travaux domestiques afférents à ce travail;

... et MATERNAGE ÉLARGI lorsqu'il est question du soin des dépendants:

- le mari,
- les enfants handicapés,
- les parents âgés,
- les adultes malades,
- le bénévolat officiel (dans les organismes et institutions) et officieux (entre voisines, entre amies).

PHOTO: DOUGLAS KIRKLAND



PHOTO: ELLIOTT ERWITT

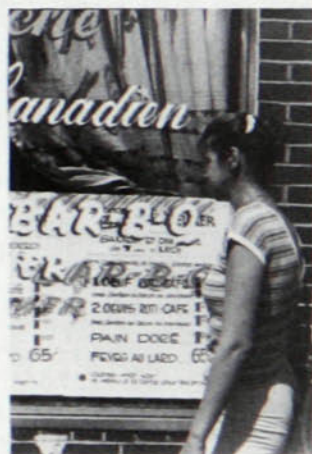


PHOTO: MARTINE D'AMOUR

À «faire l'ordinaire», les femmes québécoises assurent le roulement d'une économie de consommation de masse, sans argent à elles, sans savoir reconnu, sans pouvoir.

un statut légal de travailleuses pour les femmes au foyer ainsi que les droits rattachés à ce statut, dont l'accès au Régime des rentes. Elles exigent de plus que le travail ménager soit comptabilisé dans le revenu national brut.

Mais les mères au foyer demeurent des «sans-statut». La promesse de leur accorder l'accès au Régime des rentes est soumise à l'amnésie chronique qui frappe les promesses électorales.

SE BATTRE POUR 6¢ PAR JOUR

En 1985, se forme une Coalition des femmes pour les allocations familiales. Son objectif: bloquer le projet de loi C-70 visant la désindexation partielle des allocations familiales. Les femmes savent de quoi elles parlent. Elles connaissent, elles qui sont pauvres et qui doivent gérer la vie quotidienne de la maisonnée, les répercussions néfastes de cette coupure de 6¢, par jour, par enfant, sur la capacité de répondre adéquatement aux besoins essentiels de la famille. Elles n'en sont pas moins réduites à être des gestionnaires

La promesse de leur accorder l'accès au Régime des rentes est soumise à l'amnésie chronique qui frappe les promesses électorales.

discréditées de la pauvreté quotidienne: «Une diminution de 6¢ n'est pas si terrible. Nous avons bien d'autres chats à fouetter», dira sans la moindre gêne M. Lesick, député du Parti conservateur.

Les femmes sont pourtant à même de discerner les conséquences de cette coupure, notamment sur la dégradation des conditions d'exercice déjà pénibles de leur travail de maternage. Car réclamer ce 6¢ par jour, c'est dire NON à cet appauvrissement. C'est aussi dénoncer le scandale de la pauvreté cachée de beaucoup de femmes vivant au sein de familles biparentales dont le revenu familial est pourtant plus élevé³. C'est affirmer une volonté de sauver les allocations familiales, seule mesure politique fournissant une reconnaissance économique de fait

de leur travail de maternage et source embryonnaire mais néanmoins appréciable d'autonomie financière, puisque régulière, universelle et non médiatisée par le conjoint.

De 1970 à nos jours, fidèles à la longue tradition de solidarité entre femmes, il se développe au Québec des réseaux d'entraide novateurs: maisons d'hébergement, centres de santé, centres d'aide et de lutte contre les agressions à caractère sexuel, une nouvelle génération de centres de femmes, groupes de retour au travail, et groupes de pression.⁴

Depuis leur lieu premier d'appartenance, la maison, les femmes se sont créées des outils collectifs pour modifier les rapports hiérarchiques hommes-femmes qui

les étouffent et qui les isolent dans leur foyer, transformant ainsi leur conditions d'épouses et de mères affectées au maternage. Ces différents centres de femmes sont un catalyseur du courage et de l'énergie nécessaires à chacune pour relever un tel défi. Aussi les femmes sont-elles vigilantes et cherchent-elles à en assurer le contrôle économique et politique.

Les subventions sont accordées à la miette: il n'en coûte au gouvernement qu'environ 8¢ par jour, par femme, pour soutenir la multiplicité des ressources offertes dans les centres¹ de femmes. C'est bien peu, mais c'est déjà trop. Le dernier budget Wilson vient de faire tomber le couperet: 1,6 millions \$ sont retirés de l'enveloppe du programme de promotion de la femme du Secrétariat d'État, ce qui signifie 340 000\$ en moins pour les 39 centres de femmes du Québec.

Quel autre service gouvernemental ayant quelque pré-tention en matière de régénération du tissu social peut se vanter d'être aussi peu coûteux? Une aubaine. À même les bas salaires des unes et le bénévolat des autres.

QUELLE AUTONOMIE FINANCIÈRE?

En régime capitaliste, parler d'autonomie financière par le travail salarié appelle de nombreuses nuances. Il ne s'agit pas de s'enfermer dans la seule question du POUR OU CONTRE LE SALAIRE AU TRAVAIL MÉNAGER. L'autonomie financière des femmes doit être conçue sur la base de la totalité du travail qu'elles accomplissent. La présence de la majorité des femmes sur le marché du travail est indispensable pour permettre aux familles de faire face à l'appauvrissement. Mais ce que les femmes gagnent leur est largement retiré en mesures sociales. Du coup, elles sont assignées à une double tâche de plus en plus lourde.

Par conséquent, l'autonomie financière des mères, des femmes, repose sur la reconnaissance explicite de la production sociale qu'elles assurent dans tous les secteurs de la société (emploi, fiscalité, programmes sociaux, etc.).

Il est temps de reconnaître que le soin des enfants et des dépendants n'est pas une affaire de femmes, ni une affaire privée. 

1 Cet article est tiré du mémoire de maîtrise en sociologie que nous avons déposé, l'automne dernier à l'UQAM: *Autonomie financière des femmes, reconnaissance économique du travail de maternage et crise de l'État-Providence: la lutte de la Coalition des femmes pour les allocations familiales*.

2 C'est ce qu'ont mis à jour des Québécoises, regroupées dans le *Front de libération des femmes du Québec*, puis au premier Centre des femmes, au Théâtre des cuisines, aux éditions du *Remue-Ménage*, autour de Québécoises debout-tes! des Têtes de pioche et de *La Vie en rose*.

3 D'après une étude de Santé Bien-Être Canada (1985), les allocations familiales constituent, en moyenne, entre 19% et 25% du revenu **personnel** des mères bénéficiaires. Elles représentent, pour les mères sans emploi salarié des familles **biparentales**, jusqu'à 90% de leur revenu **personnel** chez les plus pauvres, et 35% chez les plus riches.

4 Table de concertation des femmes de la Montérégie, *Les femmes, une reconnaissance Sans fonds*, 1988.

5 Idem

LETTRE À UNE COPINE MEXICAINE

PAR MIREILLE AUDET

Je me suis plongée dans ta dernière lettre avec le même intérêt que le petit sur l'enveloppe. Un de ces jours, il va découper le papier avec le timbre.

Ça m'impressionne toujours et ça me stimule surtout, de suivre le travail des femmes de ton quartier, et de constater à quel point vos organisations ne sont pas seulement vouées à la survie mais aussi à l'éducation et à l'action politique. Chaque fois que le pouvoir arrive à colmater une ouverture, vous ouvrez systématiquement une autre brèche dans le système. Vous recréez à la surface, vos fameux tunnels sous Mexico.

Ici aussi on continue de gruger des murs, mais il y a des jours où on sent les dents et les griffes usées. Après la série de lois sociales que tu connais et contre lesquelles on continue de se battre (il doit bien s'en rajouter une à chaque lettre que je t'envoie), ce sont maintenant nos groupes de femmes qui viennent d'être amputés par le dernier budget fédéral des subventions qu'elles recevaient du Secrétariat d'État. Et le gouvernement canadien revient à la charge avec un projet de loi qui, une fois appliqué, équivaldra à la criminalisation de l'avortement.

Pour sa part, le gouvernement provincial raffine ses mesures de contrôle sur nos organisations, par sa politique de régionalisation des services de santé et des services sociaux. Au Québec, décentraliser des services sociaux, ça ne signifie pas donner plus de pouvoir et de moyens aux organismes communautaires qui oeuvrent dans ce domaine, ça veut dire que le gouvernement resserre son propre pouvoir sur l'intervention des organismes communautaires et qu'il finance ceux qui font son affaire.

*Personnellement, je continue de m'impliquer dans mon quartier, avec les femmes cheffes de famille, pour revendiquer du logement social. Là encore, le gouvernement fédéral vient de couper des budgets. Quant au gouvernement provincial, il a décidé d'augmenter le coût des loyers dans les logements sociaux pour les personnes assistées sociales, soi disant parce qu'elles reçoivent déjà des subventions de l'État par le biais de l'aide sociale. Quelle farce! Le gouvernement ne se contente plus d'enlever d'une main ce qu'il a donné de l'autre, il arrache des deux mains ce qu'il a daigné accorder du bout des doigts. Il considère les prestations d'aide sociales et les subventions au logement comme une faveur consentie à qui ne le mérite pas. Les principales concernées sont en grande majorité des femmes. Des femmes qui bien souvent élèvent seules leurs enfants au prix de nombreux sacrifices et qui se retrouvent sans ressources une fois les enfants partis. Mais tout ça tu le sais déjà. Dans notre vocabulaire courant, l'expression **pauvre comme Job** a été remplacée par l'expression **pauvre comme une femme**...*

Pourtant, comme d'autres, je continue de me battre, parce que selon moi, les organisations de femmes et les luttes pour du logement social demeurent pour l'instant les alternatives les plus valables à l'isolement et à l'appauvrissement des femmes.

*Tu as bien raison quand tu écris que mon **pays riche** n'est pas exclusivement un **pays de riches**. Il n'y a pas ici que le confort et l'indifférence. Il y a malheureusement la misère et l'injustice et heureusement, la solidarité et la lutte. Et il n'y a pas que des mauvaises nouvelles. Par exemple, à la fin avril (les 27, 28 et 29) aura lieu à Montréal, un Forum réunissant plus de 5 000 femmes de toutes les régions du Québec, au cours duquel nous ferons le point sur nos luttes et nos perspectives quant à l'avenir du mouvement des femmes au Québec. L'événement est organisé par une coalition de groupes de femmes qui s'appelle **Femmes en Tête**. Une de tes compatriotes, Norma Vasquez, doit d'ailleurs y prendre la parole pour nous raconter les alternatives développées par les femmes mexicaines contre leur appauvrissement. Peut-être sera-t-il question de ton groupe.*

En passant, moi aussi je fais lire toutes tes lettres à ma gang de filles. Comme moi, vos résistances les réconfortent. Il faut croire que le courage, ça se communique.

Solidairement, Mireille.



ÉTATS-UNIS: LE PHÉNOMÈNE DU «MOONLIGHTING»

MARYSE ROBERT

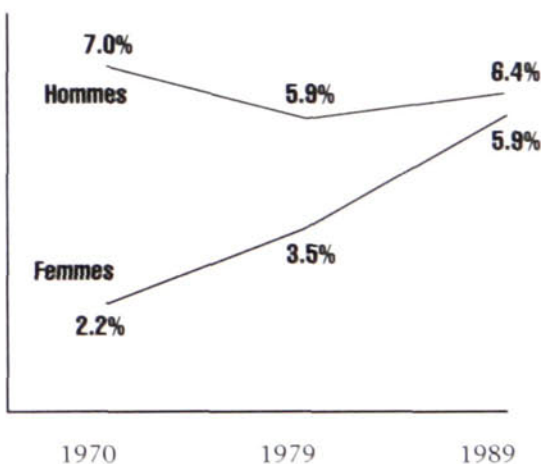
A lors qu'un grand nombre de femmes envahissent le marché du travail au cours des dernières décennies, un nouveau phénomène se pointait à l'horizon: le «moonlighting». Les études du gouvernement américain suggèrent en effet qu'un nombre croissant de femmes occupent plus d'un emploi afin de ne pas se retrouver sous le seuil de la pauvreté.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Dans une étude publiée en mai 1989, le Bureau of Labor Statistics soutient que le nombre de femmes occupant au moins deux emplois rémunérés a quintuplé depuis 1970. À cette époque, seulement 636 000 femmes (2.2% des 28.9 millions de femmes sur le marché du travail) s'adonnaient au «moonlighting», alors qu'en 1989, 3.1 millions (5.9% des 52.8 millions de femmes sur le marché du travail) faisaient de même. Chez les hommes, les chiffres ne sont pas aussi troublants: une augmentation de 20% en termes absolus. Le pourcentage d'hommes sur le marché du travail ayant plus d'un emploi a toutefois chuté depuis 1970

passant de 7 à 6.4% en 1989.

Évidemment, il s'agit de données officielles recueillies par le gouvernement américain. Ces données sous-estiment probablement les chiffres réels, car elles ne tiennent pas compte des personnes qui sont payées en argent comptant et qui ne déclarent pas leurs revenus additionnels, évitant ainsi de payer de l'impôt.

Pourcentage des gens sur le marché du travail occupant plus d'un emploi



LE FARDEAU DES FEMMES S'ACCROÎT

L'étude du gouvernement américain met aussi en lumière que la plupart des femmes occupant plus d'un emploi sont soit divorcées, séparées, veuves ou célibataires avec enfants, alors que chez les hommes, on observe le phénomène contraire

puisque ce sont principalement des hommes mariés qui font du «moonlighting».

Selon Heidi Hartmann, économiste et directrice de l'Institute for Women's Policy Research à Washington, les statistiques confirment le rôle croissant que les femmes doivent assumer dans l'économie. «Les responsabilités des femmes n'ont cessé de croître au cours des deux dernières décennies, le nombre élevé de divorces et de familles monoparentales a obligé les femmes à faire du «moonlighting» afin d'éviter de se retrouver sous le seuil de la pauvreté tel que défini par le gouvernement. Pour leur part, les hommes n'ont pas enregistré de changements significatifs au niveau de leurs responsabilités économiques, puisque nombre d'entre eux ne paient aucune pension alimentaire à leur ex-conjointe.»

Par ailleurs, au-delà des raisons évoquées précédemment, il faut aussi souligner que si l'on tient compte de l'augmentation du coût de la vie, le salaire horaire des Américains-es a chuté de 5% depuis 1970. Alors, pour conserver leur pouvoir d'achat intact, plusieurs Américains-es doivent tout simplement travailler plus.

DISPARITÉS ACCENTUÉES

Enfin, il faut ajouter que les femmes qui font du «moonlighting» doivent, elles aussi, subir les discriminations salariales présentes dans le milieu du travail. Généralement, les femmes doivent travailler un plus grand nombre d'heures avant de gagner le même salaire que les hommes. Aux États-Unis, on évalue que les femmes gagnent en moyenne 70% du salaire des hommes.

La société américaine voit s'accroître les disparités entre les plus pauvres et les plus riches. Les femmes ne sont certes pas les seules à souffrir des difficultés économiques. Les minorités sont aussi durement touchées. Or, quand le «moonlighting» devient inaccessible, c'est la pauvreté récurrente qui s'installe. Aux États-Unis, dans ce pays du «qui veut, peut», les alternatives se font alors très rares.

LE DOSSIER DES FEMMES BATTUES «EMMERDE» LES FORCES POLICIÈRES

LA PRESSE DU 9 MARS 1990 RÉVÉLAIT QUE LES POLICIERS DE LA COMMUNAUTÉ URBAINE DE MONTRÉAL EN ONT PLEIN LES BRAS DU DOSSIER DES FEMMES BATTUES. AUSSI, ONT-ILS DÉCIDÉ D'ÉLABORER AVEC LE REGROUPEMENT DES CLSC DU MONTRÉAL MÉTROPOLITAIN UN PROJET VISANT «LA PLUS RAPIDE, LA PLUS HAUTE ET LA PLUS DURABLE EFFICACITÉ». EST-CE À DIRE QUE LES CLSC SONT APPELÉS À DEVENIR DES ANNEXES DES POSTES DE POLICE? POURQUOI LES POLICIERS NE CONVIENNENT-ILS PAS AVEC LE REGROUPEMENT DES MAISONS DES MAISONS D'HÉBERGEMENT, OUVERTES 24 HEURES SUR 24 CONTRAIREMENT AUX CLSC, DE CONSOLIDER ET D'ÉLARGIR LES RESSOURCES DÉJÀ EXISTANTES EN MATIÈRE DE SOUTIEN AUX FEMMES BATTUES?

PAR GISÈLE LEMAY ET MONIQUE DURETTE
POUR LE REGROUPEMENT RÉGIONAL DES MAISONS D'HÉBERGEMENT DU QUÉBEC

A

INSI LES POLICIERS EN ONT ras le bol du dossier des femmes battues. Ils ont donc cherché longuement la solution miracle qui permettrait d'éliminer les appels des femmes victimes de violence conjugale. Leur contrat: désormais, lorsqu'un policier interviendra sur les lieux, on invitera madame à signer une autorisation permettant aux policiers de divulguer son nom à son C.L.S.C. respectif. Celui-ci s'engage alors à entrer en communication avec madame dans les 48 heures.

S.O.S. VIOLENCE

Les Maisons d'hébergement sont en accord avec le désir des corps policiers d'accroître l'aide aux victimes lors de l'intervention policière. Notre différent se situe davantage au niveau des moyens par lesquels cette aide se concrétise.

La femme qui porte plainte vit une situation de crise et elle doit pouvoir en discuter immédiatement. Les policiers auraient avantage à l'informer sur des ressources telles que S.O.S. Violence conjugale ou donner la référence d'une maison d'hébergement, ressources qui offrent des services 24 heures par jour et qui peuvent, de ce fait, répondre plus adéquatement à la situation d'urgence.

Nous comprenons mal ce désir de créer un nouveau service alors que celui-ci existe dans la communauté et qu'il possède l'avantage d'être plus rapide. Il nous semble inapproprié voire même dangereux qu'une intervenante rappelle 48 heures plus tard sans savoir si le conjoint sera présent dans la maison, ce qui, dans un tel cas, ne laissera aucune chance à la femme de s'exprimer librement. Sans parler du questionnement subséquent du conjoint au sujet de ce téléphone... alors que la femme est sans protection...

LES FEMMES INFANTILISÉES PAR L'ORDRE ÉTABLI

Qu'advient-il de la femme qui ne veut pas signer? Les policiers lors d'un deuxième appel voudront-ils se déplacer et si oui, avec quelle rapidité? Y aura-t-il menace de la part des policiers de ne plus répondre à son appel si elle refuse de signer? Qu'advient-il aussi des femmes immigrantes qui ne parlent ni ne comprennent le français ou l'anglais? Auront-elles le choix? Et les femmes sans statut...

Nous jugeons ce procédé infantilisant et irrespectueux. En plus d'en être la victime, c'est la femme qui portera sur ses épaules la décision du traitement de son conjoint. La femme est et demeurera toujours la grande responsable.

Sans vouloir nier l'importance de l'aide aux victimes, il ne faut pas le faire au détriment du respect de la femme: respect de son rythme, de son autonomie, de sa capacité de prise en charge par elle-même et pour elle-même. C'est à notre avis ces dimensions qui sont le cœur même de l'intervention prônée en Maisons d'hébergement. Pourquoi donc ne pas consolider et élargir le réseau existant de ces Maisons d'hébergement? 



PROPOS DE JEUNES AMIS

PIERRE VIAU



PHOTOS: HORACIO PADINE

Ils ont 13 ans, tous les deux. L'un, Kendall, est un Haïtien de chez nous, né à Montréal. L'autre, Francis, porte un nom bien québécois: Ouellette. Grands amis depuis l'école primaire, ils fréquentent aujourd'hui la polyvalente du Centre-Sud de Montréal. Une entrevue avec VO les surprend et les emballe. Après tout, c'est une première: jamais un magazine n'est venu leur demander leur opinion. Ce qu'ils racontent est souvent entrecoupé d'éclats de rire, évocateurs d'événements qui ont tissé leur amitié. Parfois aussi, un regard inquiet accompagne leurs commentaires.

LE RACISME, PAS MORT

K: «Avant, j'habitais un quartier multiracial. Disons que je passais inaperçu. Quand tu arrives dans un quartier qui ne l'est pas, multiracial, que tu n'as pas encore d'amis à l'école, au parc ou dans la rue, là tu es plus visible. Les propriétaires ne veulent pas louer à des Noirs. S'il y a des enfants, c'est pire. Ma mère a vécu cela. C'est plate à dire, mais le racisme est là. Ça existe. Il y a le racisme hypocrite qui se passe en arrière de toi et le racisme vulgaire qui se passe en face de toi.»

F: «On a commencé à être amis en faisant des niaiseries à l'école. Au début, je voyais

sa couleur. Maintenant, plus il est un chum, moins je vois la couleur. Avant, quand j'entendais le mot **nègre**, je prenais ça cool. En devenant proche de Kendall, je ne suis plus capable d'entendre cela. Là, j'ai plus de bras, j'ai déjà brassé quelqu'un parce qu'il avait dit une farce plate sur les Noirs.»

K: «J'ai remarqué que, souvent, les gens proches des Africains ou des Haïtiens sont corrects. Cela veut dire qu'en ne se connaissant pas, on est porté à être raciste. Un raciste, c'est quelqu'un qui a peur par ignorance et qui n'accepte pas les autres.»

NOTRE EXPÉRIENCE PEUT SERVIR AUX ADULTES

F: «Il y a quelques années, ma mère n'aimait pas les étrangers. C'est normal, elle les voyait sans les connaître. C'est moi qui lui ai fait connaître d'autres races en invitant mes amis à la maison. Depuis ce temps-là, ma mère a changé toutes ses idées. Aujourd'hui, elle s'entend très bien avec la mère de Kendall. C'est le fun, ça!»

K: «Tu te rappelles, Francis, lors d'une fête communautaire, toi, Anusith le Laotien et moi, on se disait que ce serait beau si nos parents se rencontraient et se parlaient, au lieu de rester dans leur coin. Plus tard, dans la soirée, on les cherchait et nos parents étaient en train de se parler. On était tout surpris. Ah! qu'on était content!»

F: «Quand je vais chez Kendall, ça ne sent pas comme chez nous. Il y a une odeur. Je dirais... une odeur chaude partout dans la maison.»

K: «Une odeur différente de celle du spaghetti, du pâté chinois ou du ragoût de boulettes! L'odeur des plats chauds qui mijotent longtemps sur le poêle.»

F: «Avoir des amis comme Kendall, ça déniaise. Je mange du grillot, des plantains, je bois du lait avec de la cannelle. La cuisine de sa mère, c'est super. En plus, j'apprends des mots et des expressions créoles. Avant d'aller à la maison de Kendall, je ne savais même pas que ça existait, le créole!»

«Aujourd'hui, dans les écoles, on étudie et on parle avec des jeunes d'autres races, de religions et de cultures différentes. Dans leur temps d'école, nos parents n'ont pas connu ça. Notre expérience peut servir aux adultes... s'ils veulent nous écouter et changer leurs idées.»

K: «Je veux une société d'amitié entre les nations, où il n'y a pas de racisme entre les personnes. À l'école, il y a des cours qui parlent du racisme, de la façon d'être bon citoyen, etc. Mais il n'y a rien de sérieux sur l'immigration et les réfugiés dans le monde. Pourquoi quitte-on sa terre, sa patrie en Haïti, au Vietnam, en Amérique latine? Comment cela se passe-t-il, ici et ailleurs?»

LA PAIX PEUT-ELLE ÉCLATER EN AMÉRIQUE CENTRALE?

LA POLITIQUE AMÉRICAINE A ÉCHOUÉ

AU COURS DES DOUZE DERNIERS MOIS, LE CONFLIT CENTRE-AMÉRICAIN EST ENTRÉ DANS UNE PHASE NOUVELLE. À PREMIÈRE VUE, LES ÉTATS-UNIS SEMBLENT AVOIR RENFORCÉ LEUR MAIN-MISE SUR LA RÉGION. AUTANT AU NICARAGUA QU'AU PANAMA, ILS FONT FIGURES EN CE MOMENT DE «VAINQUEURS». LE PRÉSIDENT AMÉRICAIN BUSH PASSERA-T-IL DONC À L'HISTOIRE POUR AVOIR RÉTABLI LA PRÉSENCE DE SON PAYS DANS CETTE RÉGION TROUBLÉE, APRÈS DIX ANS DE GUERRE? UNE ANALYSE PLUS APPROFONDIE RÉVÈLE UNE TOUT AUTRE RÉALITÉ: PARADOXALEMENT, LES ÉVÉNEMENTS RÉCENTS CONSACRENT PLUTÔT L'ÉCHEC DE DIX ANS DE POLITIQUE AMÉRICAINE DANS LA RÉGION. ET LA TENDANCE À LA PAIX QU'ON Y OBSERVE DE PLUS EN PLUS N'EST PAS LA PAX AMERICANA.

PAR PIERRE BEAUCAGE

Ainsi au Salvador, l'armée n'a pu venir à bout de la guérilla, malgré dix ans d'une «guerre sale» (la *guerra sucia*) qui a laissé le pays exsangue; et les quelques réformes entreprises échouèrent face à l'ampleur des problèmes, au contexte économique international, aux dégâts causés par la guerre civile, voire au sabotage de l'extrême-droite et des militaires. À court terme, c'est au Guatemala que le plan américain fonctionna le mieux: la décapitation systématique du mouvement populaire, l'encaissement de centaines de milliers de paysans dans les «villages-modèles» (camps de concentration copiés sur ceux du Sud-Vietnam) et l'exode forcé de milliers d'autres vers le Mexique, permirent de rétablir «la loi et l'ordre» dans les campagnes et de passer une partie du pouvoir aux civils.

LA FAILLITE EST GÉNÉRALE

Mais ce succès, tout relatif, de la contre-insurrection au Guatemala ne peut masquer l'échec de la stratégie principale de

la décennie, qui visait à ramener la région dans le giron américain. Sans compter que de nouveaux problèmes se sont ajoutés aux anciens, dans l'intervalle. Ainsi, le Honduras, pivot de l'intervention armée, est devenu dépendant économiquement d'une «aide» qui se chiffre dans les centaines de millions de dollars, en même temps qu'une *contra* de plus en plus encombrante constitue un facteur d'instabilité dans le sud du pays. Quant au Costa Rica, qui avait accepté de collaborer avec la *contra* moyennant une aide financière importante, il a décidé sous Arias (1986-1990) de mener une politique indépendante de pacification et d'expulser les forces irrégulières. Pour leur part, les grands pays d'Amérique latine, Mexique, Brésil et Argentine, sont aussi menacés de déstabilisation, mais d'une autre manière: ils croulent littéralement sous le poids de la dette imprudemment contractée (et octroyée!) dans les années 70. Quant aux pays andins, de la Colombie à la Bolivie, la société civile et l'État y sont progressivement envahis par les mille ramifications du trafic des stupéfiants, seule alternative économique devant la faillite des exportations traditionnelles (café, sucre, métaux).

Mais le problème le plus brûlant reste celui du Panama. En 1982, dans le cadre de la même stratégie globale d'intervention, la CIA y avait placé un «homme de confiance», Manuel Noriega, pour remplacer le général Torrijos, jugé trop nationaliste et co-responsable, avec Carter, du traité stipulant la restitution du Canal aux Panaméens pour 1999. Mais Noriega a fait faux bond, s'est impliqué à son compte dans le narco-traffic et s'est rapproché de Cuba, menaçant ainsi les intérêts américains: le Canal, bien sûr, mais aussi le Southern Command, la super-base américaine d'où sont orchestrées toutes les opérations en direction de l'Amérique centrale et des Caraïbes. Voilà pourquoi le Pentagone a décidé d'envahir et d'occuper directement le pays.

LES PIÈGES PANAMÉEN ET NICARAGUAYEN

Il a été plus facile aux Américains d'entrer au Panama que d'en sortir. Guillermo Endara, pourtant vainqueur aux élections de mai dernier, a perdu beaucoup de crédibilité en prêtant son serment d'office dans une base de l'armée d'occupation qui détient le pouvoir réel dans le

pays. Le milliard de dollars promis pour la reconstruction a déjà fondu de moitié et l'argent n'arrive qu'au compte-gouttes. Et alors qu'ils souhaitent visiblement se désengager de l'Amérique centrale pour porter leurs énergies vers l'Europe de l'Est, les États-Unis semblent bien s'être empêtrés dans une occupation militaire indéfinie qui, à la longue, pourrait s'avérer aussi coûteuse économiquement qu'intenable politiquement. Le voisin immédiat du Panama est, ne l'oublions pas, la Colombie, pays déchiré par les conflits sociaux et la guerre de la cocaïne, et où la lutte armée semble devenir la seule voie qui apparaisse encore ouverte pour l'opposition politique.

Après l'intervention américaine au Panama, ce sont sans doute les élections du 25 février 1990 au Nicaragua qui ont le plus retenu l'attention de l'opinion publique internationale. Dès l'annonce des résultats, le président Bush se félicitait – et

félicitait son prédécesseur Reagan – de ce que «les efforts américains avaient été couronnés de succès» par la victoire de l'Union Nationale d'Opposition (UNO) dirigée par Violeta Chamorro. C'est oublier beaucoup de choses... Entre autres, que la victoire électorale n'a jamais été l'objectif de la politique américaine face au Nicaragua: les centaines de millions de dollars engloutis dans l'aventure de la *contra* visaient d'abord le renversement par les armes des Sandinistes et l'établissement d'une dictature militaire d'extrême-droite. En fait, les Américains ont été contraints de participer aux élections et s'y retrouvent aujourd'hui largement piégés.

En effet, ce sont les Sandinistes, qui, dès 1984, c'est-à-dire à un moment où la guerre de la *contra* battait son plein, ont organisé le premier scrutin général et affirmé la nécessité de construire une société pluraliste dotée d'une démocratie

«Au Panama, les États-Unis semblent bien s'être empêtrés dans une occupation militaire de longue durée.»

représentative. Et ce n'est qu'à l'été 1989, lorsque le gouvernement de Managua réussit à obtenir l'accord des 21 partis politiques présents dans le pays, que l'administration américaine abandonna la solution militaire et se résolut en catastrophe à octroyer une aide financière à l'opposition de droite. Là encore, leur intervention fut marquée par le cafouillage et l'improvisation.

La campagne électorale elle-même, telle que j'ai pu l'observer avec les autres membres de la Délégation canadienne et plus d'un millier d'observateurs internationaux, a été extrêmement calme, après les quelques accrochages du début. C'est avec un sérieux extrême que la population nicaraguayenne s'est impliquée dans le processus électoral. Lors de nos entrevues avec des citoyens ordinaires, il est apparu clairement que les gens, qu'ils soient pro-gouvernementaux ou pro-UNO, croyaient en la validité du scrutin qui allait se dérouler (et ce, à la différence de leurs voisins salvadoriens, guatémaltèques et même mexicains qui vous confient volontiers que les élections sont truquées depuis toujours). Sur ce plan, les deux grands candidats, Chamorro et Ortega, étaient sur la même longueur d'onde: les deux menaient une campagne extrêmement ouverte, avec bains de foule et manifestations monstres, chacun montrant, par la quasi-inexistence de dispositifs de sécurité, qu'il acceptait la bonne foi de l'autre.

Cette même connivence implicite, par delà les divergences politiques profondes, est apparue après l'annonce des résultats du scrutin. L'UNO s'est abstenue de pavoiser, ne voulant pas provoquer le ressentiment de centaines de milliers de Sandinistes encore abasourdis par une défaite que personne n'attendait. De même, après avoir fait le point au plan interne, le FSLN, par la voix de Daniel Ortega, a reconnu le verdict populaire et a indiqué que les causes en étaient les difficultés économiques entraînées par la guerre et le blocus américain et une certaine incapacité du Front à percevoir plus clairement les aspirations populaires. Depuis, on le sait, les négociations concernant le passage des pouvoirs sont en cours entre les représentants des deux formations politiques. Les points chauds de ces négociations, au cours desquelles un dérapage est toujours possible, sont le sort de l'Armée Populaire Sandiniste et le désarmement effectif de la *contra*. La défaite électorale ne marque pas la fin du

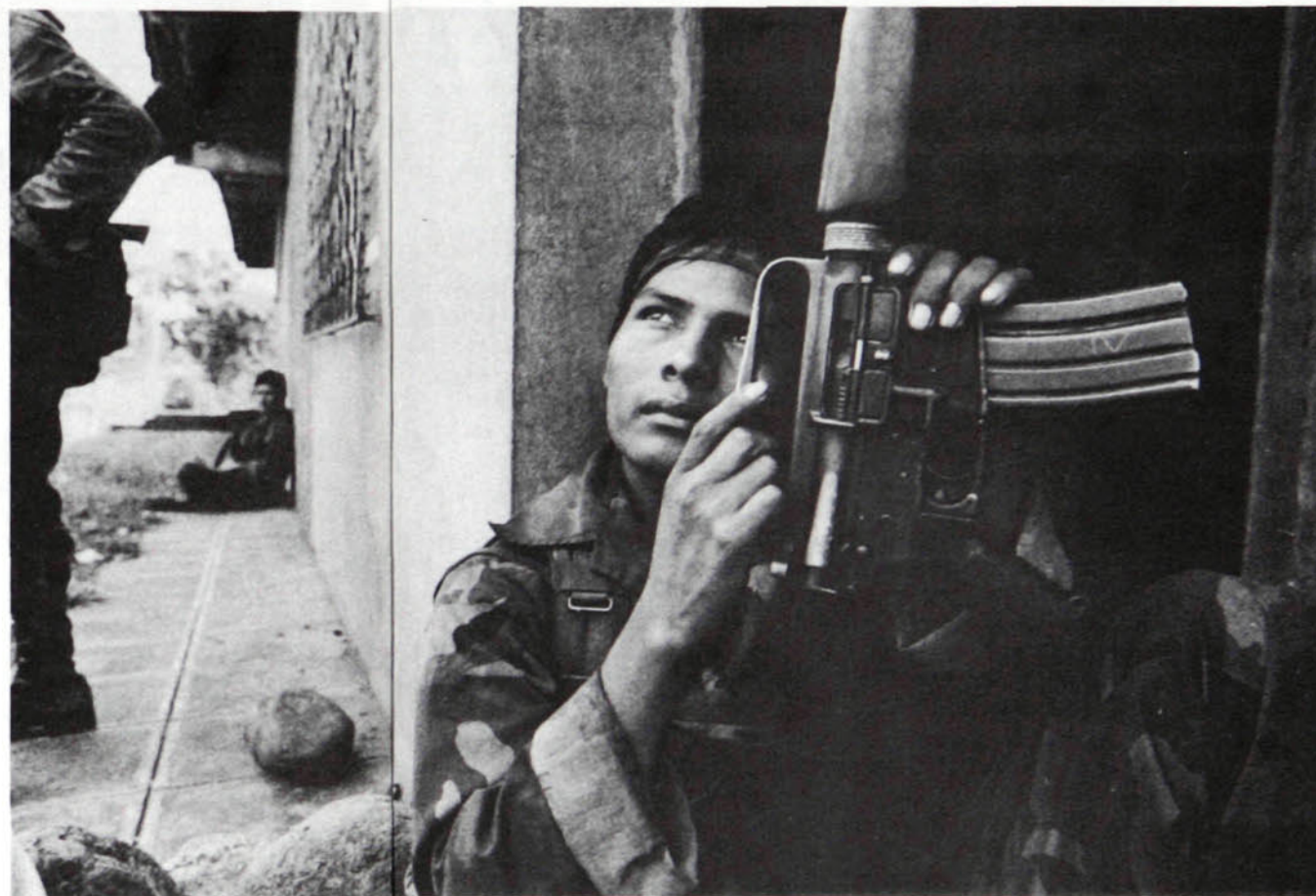


PHOTO: J. PAUL MACDONALD

sandinisme cependant. Avec 43% des voix, le FSLN demeure, et de loin, le parti le plus important du pays.

ET LA PAIX?

À deux reprises déjà, au cours de la décennie passée, les chances ont paru bonnes pour que cessent les hostilités en Amérique

PHOTO: PIERRE BEAUCAGE



TIRÉE DU JOURNAL LE MONDE



centrale. En 1983, d'abord, lorsque le Groupe de Contadora a présenté son *Plan de Paix*, qui prévoyait entre autres l'expulsion de la région des militaires et des conseillers militaires étrangers. Mais les pays de la région n'étaient pas directement impliqués dans ce premier processus de paix.

Et puis, quatre ans plus tard, ce fut le moment du Plan Arias. Bien que le contenu ressemblât

fort à celui du plan précédent (en moins exigeant), la différence essentielle résidait dans le fait que cette fois, l'initiative provenait de l'intérieur de la région et répondait à des contradictions de plus en plus durement senties.

À peine conclus, cependant, les accords d'Esquipulas II se heurtaient déjà à des difficultés d'application énormes: signés entre des gouvernements, ils n'engageaient en rien les groupes d'opposition armée (FMLN au Salvador, Contra au Nicaragua, URNG au Guatemala) avec lesquelles on recommandait d'ouvrir des négociations tout en poursuivant la démocratisation interne. Il est clair maintenant que seul le Nicaragua a pris au sérieux cette recommandation. Dans les deux autres pays, malgré les pressions populaires pour la paix et la démocratie, la situation interne est demeurée fondamentalement inchangée. Le Honduras, pour sa part, malgré ses engagements écrits, a continué d'abriter la *contra*, ou plutôt ce qui en reste.

À l'heure actuelle, cependant, on peut dire que la tendance profonde est à la réduction générale des hostilités, même si des foyers importants demeurent, principalement au Salvador et au Guatemala. Au plan mondial, l'apaisement des tensions Est-Ouest a fait perdre à la région beaucoup de son importance stratégique et symbolique. Au plan régional, les éléments les plus conscients des diverses tendances politiques en présence ont réalisé (comme les Nicaraguayens l'avaient fait avant eux), ou sont en train de réaliser, que la victoire militaire totale est impossible: la troupe ne peut pas exterminer la guérilla alors que cette dernière ne peut mettre en déroute des armées dotées d'un équipement moderne et constamment renouvelé. Les solutions politiques, longtemps reportées, s'imposent de plus en plus comme la seule issue. 

S'engager pour l'avenir

Notre société est à l'heure des choix déterminants relativement aux relations éducation/monde du travail. La formation professionnelle constitue un enjeu politique majeur où se définit et s'actualise l'idée que l'on se fait de la société de demain et de l'avenir du travail.

« **S'engager pour l'avenir** » trace le portrait de quelques expériences étrangères, fournit certains repères sur l'histoire de la formation professionnelle au Québec, précise l'état de la situation, identifie les tendances se dégageant des politiques récentes et définit les éléments d'une solution alternative.

Bon de commande

S.V.P. me faire parvenir _____ copie(s) de **S'engager pour l'avenir** au coût de 12.00 \$ l'unité. Ci-joint _____ \$.

Nom _____

Adresse _____

Code postal _____

Centre de documentation

Centrale de l'enseignement du Québec

2336 chemin Ste-Foy, C.P. 5800

Sainte-Foy (Québec) G1V 4E5

Format: 15 cm x 21 cm

128 pages

Coût: 12.00 \$ Cote: D9409



Centrale
de l'enseignement
du Québec



CHRONIQUE INSOLENTÉ

NICOLE BRAIS

LES «R» DE McDONALD'S

On est pas lectrice d'une revue branchée comme VO sans connaître l'impact des campagnes publicitaires bien financées. Cet automne, le lendemain du jour où j'arborais fièrement mon macaron «Boycott McDonald's» (celui qui fait l'effet d'une bombe avec son centimètre de diamètre et que j'évite de porter quand je n'ai pas le goût de parler), McDonald's lançait une vaste campagne de «marketing écologique» pour répondre aux infâmes calomnies que je répands gratuitement sur elle¹.

J'ai donc procédé à un petit sondage pour mesurer les changements de perception chez les consommateurs. À la question «Quand je dis McDonald's, à quoi pensez-vous?», 69% des personnes interrogées m'ont répondu «hamburgers», 28% «fast-food», 1% «taylorisme», 1% «réforme de l'assurance-chômage» et enfin, une pour cent «Flora». À la deuxième

question, «Nommez le chef de file industriel, en environnement», aucune mention de McDonald's. Pour être honnête, soulignons que personne n'a pu répondre à cette question.

Dans sa campagne où elle se défend bien d'exploiter les jeunes, de détruire la couche d'ozone et de servir du boeuf mexicain aux russes et vice-versa, McDonald's adhère publiquement au crédo des écolos: réduire, réutiliser et recycler, ou les 3 R. C'est bien connu. McDonald's a depuis longtemps réduit le temps de manger², réutilisé les chansons de Claude Léveillé, recyclé les concertos de Bach et, plus récemment, les «snack-bars» communis-tes. Car McDonald's se surpasse dans la récupération: de la poutine à Raspoutine, aucune frontière ne l'arrête³. Malgré ce qu'en pense notre nouveau Don Quichotte de l'ozone, l'environnement ne se résume pas aux «styrofoam» recyclé.

Parlez-moi de pollution sonore, linguistique et visuelle, avec ces grandes arches chromées que les enfants détectent cent milles à la ronde, au grand désespoir des matantes herbivores. J'attends donc que McDonald's perde ses grand R, qu'elle accepte de réduire ses bénéfices, qu'elle réutilise les laveuses à vaisselle au lieu de ramasser les poubelles. Et qu'elle recycle, pourquoi pas, ses menus. Récupératrice comme elle l'est (un 4e R, où elle excelle), comment McDonald's n'a-t-elle pas pensé à servir des hamburgers 100% soya et des saucisses au tofu? Ma campagne de boycott y gagnerait en crédibilité, toute végétarienne que je suis. ¹⁵

1 Voir *Le Devoir* et *La Presse*, première semaine d'octobre et surtout procurez-vous le petit dépliant McDonald's et l'environnement distribué gracieusement dans tous les McDonald's. Dites-leur que vous venez de ma part.
2 Dans son stationnement, le McDonald's de Boucherville limite le temps de stationner à 45 minutes.
3 Au Québec on sert maintenant de la Mac-Poutine et à Moscou, moyennant 5.65 roubles ou 11.50\$ (ça ne comprend pas le prix du billet d'avion), vous pouvez déguster BigMac, frites et coke, place Pouchkine. *Le Devoir*, 31 janvier 1990, p.3

Apprendre à vivre ensemble

D'ici à la fin du siècle, le Québec projette d'accueillir une population immigrante plus importante. Il faudra savoir tirer profit de toute la richesse que recèle cette diversité ethnoculturelle. Il ne faut pas craindre d'affirmer les normes et les valeurs fondamentales qui régissent la vie de la collectivité québécoise, mais il faut aussi rappeler que la tolérance et la démocratie en font partie.

L'éducation aura un rôle déterminant dans ce processus d'adaptation. L'ensemble des écoles, de chaque ville et village, est visé par les connaissances nouvelles à acquérir et les attitudes d'ouverture à développer.

Apprendre à vivre ensemble retrace l'histoire de l'immigration québécoise, dépeint les conditions de vie de la population immigrante, précise les éléments essentiels d'un cadre commun de vie avant de s'attarder aux nombreux défis que la pluriethnicité croissante de la société pose au système scolaire.

Bon de commande

S.V.P. me faire parvenir _____ copie(s) de *Apprendre à vivre ensemble* au coût de 12.00 \$ l'unité. Ci-joint _____ \$.

Nom _____

Adresse _____

Code postal _____

Centre de documentation

Centrale de l'enseignement du Québec
2336 chemin Ste-Foy, C.P. 5800
Sainte-Foy (Québec) G1V 4E5

Format: 15 cm x 21 cm

200 pages

Coût: 12.00 \$ Cote: D9391



Centrale
de l'enseignement
du Québec

APPRENDRE À VIVRE ENSEMBLE

Immigration, société et éducation



Jacelyn Berthelot



PHOTO: ALAIN CHAGNON



PHOTO: COURTOISE «LE 30»



LA MISÈRE, ÇA FAIT PAS VENDRE DES JOURNAUX!

FRANÇOIS SAILLANT

«**L'**itinérance, les mal-logés-es, la situation faite aux femmes, la pauvreté, ce sont des crises et des scandales 10 000 fois plus importants que ceux qui passent dans les médias... Mais ce sont des scandales permanents. Ce ne sont pas des nouvelles. Un ministre éternue, il y a un article. Dix personnes crèvent de froid, on n'en parle pas... ou plutôt oui, on en parle si elles crèvent pour de vrai. Si elles ne font que crever au sens figuré du terme, on n'en parle pas.»

Le jugement que **Bernard Vallée** porte sur les médias de masse est sans appel. Pendant des années il a, ciseaux en main, parcouru les quotidiens du Québec pour produire la revue de presse du Centre populaire de documentation. Il a aussi donné de nombreuses sessions de formation sur les médias à des militantes et des militants du milieu populaire.

Selon lui, la couverture que la presse écrite et électronique accorde aux préoccupations du mouvement populaire, communautaire et même syndical, est d'une grande pauvreté. Pauvreté en terme de quantité d'abord, une «pauvreté à laquelle on s'habitue, dont on ne se préoccupe pas assez». Pauvreté aussi en terme de qualité.

DE DERNIER RECOURS À LA POLYTECHNIQUE

Claudette Godley, présidente du Réseau d'aide aux personnes seules et itinérantes de Montréal, a douloureusement fait l'expérience des médias avec ce qui est devenu l'affaire *Dernier Recours*.

«Le Réseau d'aide a toujours eu de la difficulté à attirer les médias pour ses conférences de presse sur l'itinérance, la pauvreté, le logement social. Après la publication d'une lettre demandant la fermeture de *Dernier Recours*, parce que le centre contribuait, de l'avis de ses auteurs, à la détérioration de la clientèle itinérante, le Réseau s'est retrouvé dans les médias plus souvent qu'à son tour. Maintenant, la population connaît le Réseau d'aide, mais elle le connaît mal. Elle connaît le problème de l'itinérance, mais elle le connaît mal. Les médias n'ont jamais tenté de donner un réel portrait de la situation. La pauvreté, ça ne les intéresse pas. Tout ce qui les intéresse, c'est la confrontation, les querelles qui opposent différents intervenants.»

L'expérience d'**André Bouthillier** comme militant syndical à la FTQ l'amène aux mêmes conclusions. «De 1965 à 1975, les syndicats se plaignaient de ne pas être assez couverts. Depuis 1975, on se plaint

presque d'être trop couverts. Tout ce que les médias montrent des syndicats, ce sont les grèves et c'est pour les démolir. Ils ne parlent jamais des autres aspects de la vie syndicale. Au point où certains syndicats ont décidé de ne plus s'adresser à eux.»

Tout cela est vrai, d'ajouter **Françoise David**, mais il faut faire des distinctions. Distinctions d'abord entre médias régionaux et nationaux. «En région, ils ne sont peut-être pas forts sur l'analyse, mais la couverture des groupes communautaires est là.» Distinction aussi entre les propriétaires des médias qui ne recherchent que le profit, la rentabilité, et les journalistes. «Certains-es journalistes intègrent bien la mentalité de la boîte. D'autres sont plus critiques et acceptent davantage de nous écouter.»

La coordonnatrice de l'R des centres de femmes s'empresse toutefois d'ajouter, un sourire en coin, que ça ne rend pas pour autant l'analyse féministe «très, très présente dans les médias». Le sourire fait place à l'amertume quand elle évoque le massacre de l'École polytechnique. «Durant deux jours, les médias ont carrément refusé de reconnaître qu'il s'agissait d'un meurtre de femmes. Le lendemain du massacre, Radio-Canada parlait des morts de la Polytechnique. Depuis ce temps, il y

a eu une certaine autocritique des journalistes. Ça veut dire qu'il y en a qui sont encore capables de réfléchir sur leur profession... Mais c'était à faire peur: les experts (masculins en majorité) invités au *Point*, l'émission spéciale avec **Bernard Derome**, l'espèce de crainte à nommer le problème, à le comprendre et à l'analyser.»

À L'HEURE DE L'INFORMATION-SPECTACLE

Cette absence permanente de recul critique, d'analyse, de réflexion est ce qui choque le plus. **Bernard Vallée** blâme l'influence des médias électroniques: «Leur couverture journalistique est biaisée par leur exigence du spectacle. Ils ne présentent que l'épiphénomène, le superficiel, pas le fond». **Claudette Godley** est plus mordante encore: «Les médias rendent les gens plus débiles. Je suis convaincue que je suis plus stupide qu'il y a quinze ans. Pourtant, je me force à lire au moins un livre et à peu près cinq magazines par semaine. C'est plus que la plupart du monde. Je ne regarde pas 25 heures de TV par semaine. Mais je me sens quand même moins connaissante de la situation internationale qu'il y a 15 ans, malgré toute la technologie que l'on a aujourd'hui.»

Mais qui blâmer pour cette situation? Les journalistes? On peut certes critiquer le manque de professionnalisme de certains-es, mais il faudrait surtout qu'on cesse de les soumettre à «la dictature du *Telbec*». Des journalistes comme **Sylvain Blanchard** du *Devoir* en ont d'ailleurs ras-le-bol. Lors du plus récent congrès de la Fédération professionnelle des journalistes du Québec, il soumettait un texte de réflexion dans lequel il s'indignait contre le règne de la paresse. «Le *Telbec* prend aujourd'hui toute la place; il est devenu La Mecque des cadres de l'information et de tous ceux qui ont une camelote à vendre. Grâce à lui, les groupes organisés s'amuse à nous organiser. Mais grâce à lui, la planification de la journée est assurée. Grâce à lui, les journalistes désillusionnés deviennent les transcrits des relationnistes. Grâce à lui, ceux et celles qui manquent de souffle savourent le confort du pilote automatique: «As-tu quelque chose pour moi demain?» Grâce à lui, les journalistes sans idées et sans convictions trouvent l'os dont ils ont besoin pour être en mesure de rentrer dans leurs bungalows satisfaits de leur journée de travail.»

L'information est-elle vraiment la principale préoccupation des maîtres du quatrième pouvoir: les **Power Corporation**, **Québecor**, **Unimédia**, **Vidéotron**,

Cogeco, **Pathonic** qui, à eux seuls, contrôlent à peu près tous les médias au Québec, des grandes chaînes de télévision aux quotidiens, en passant par les hebdomadaires régionaux ou de quartier?

Comme le rappelle très justement **Bernard Vallée**, «le but des médias, ce n'est pas d'abord de passer de l'information au public. Le but des médias, c'est de vendre un public à des annonceurs. Le reste, c'est le moyen d'attirer le public.» L'important, ce sont les revenus de publicité, des revenus directement proportionnels à la clientèle que l'on réussit à attirer... d'où le recours au spectaculaire, aux clichés, au plus bas commun dénominateur, à ce qui se vend et se gobe le plus facilement.

FAUT-IL BOYCOTTER LES MÉDIAS?

Mais faut-il alors ignorer les grands médias de masse? Ce serait une grave erreur, selon **Bernard Vallée**. «Il ne faut pas abandonner les médias à la bourgeoisie, à la classe dominante. Ils sont là pour durer. Il faut s'en servir.» S'il faut plus que jamais s'interroger sur la nécessité de développer une presse alternative, après la disparition de *La Vie en rose*, des derniers hebdomadaires communautaires et de combien d'autres revues ou journaux, il

ne faut pas pour autant être puristes. Mais ne nous exposons-nous pas alors à faire des compromis inacceptables, à diluer notre message, à le rendre plus diffusable, plus vendable?

Françoise David ne le croit pas. «Il y a des batailles où tu n'as pas le choix de faire appel aux médias. Celle de l'aide sociale en était une. Pendant des mois et des mois, le gouvernement a orchestré une campagne auprès de l'opinion publique. Les groupes luttant contre la réforme de l'aide sociale devaient à tout prix combattre les préjugés si soigneusement entretenus contre les personnes assistées sociales, si elles voulaient avoir la moindre chance de faire tomber le projet de loi 37. Et pourtant, on n'a jamais fait de compromis sur le fond, sur l'analyse, sur le message, pas plus d'ailleurs qu'on en a fait dans d'autres batailles, comme celle pour le financement des centres de femmes ou pour le droit à l'avortement. Veux, veux pas, tu dois t'adapter à certaines règles du jeu, faire de la mise en scène, être plus concret, plus sur le plancher des vaches. Ce n'est pas mauvais en soi».

Dans le travail auprès des médias, l'improvisation n'est pas payante. Il faut une stratégie. Il faut de la formation. Et il faut à chaque fois se questionner sur les moyens à utiliser, en fonction du message à livrer.

Pour un, Bernard Vallée met en garde contre l'utilisation de règles trop figées, trop mécaniques. «Utiliser les médias de masse, c'est un compromis. Il faut faire une évaluation. C'est un élément d'une stratégie. La seule chose que tu contrôles, c'est ta stratégie, pas les moyens que tu utilises. Les médias, eux, ont des contraintes ou plu-

Quand les médias regardent ailleurs...

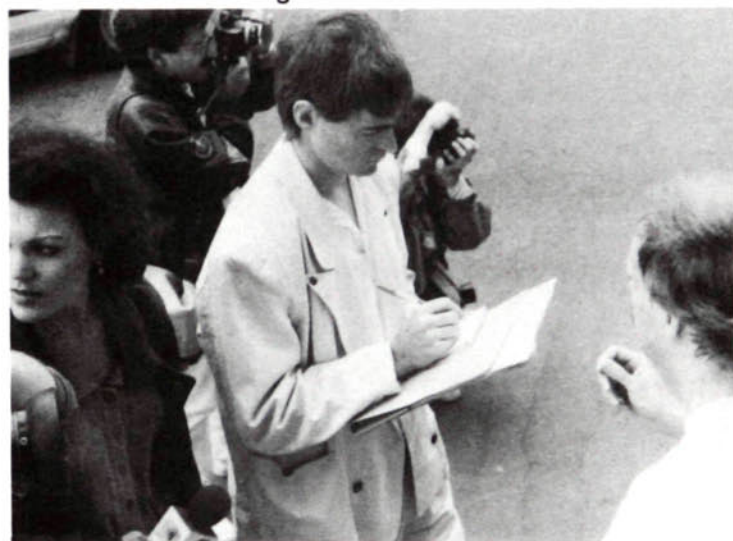


PHOTO JEAN TREMBLAY, COURTOISIE FRAPPU

tôt ils se donnent des contraintes – le spectaculaire, la vente. Toutes ces contraintes sont plus ou moins graves, plus ou moins compatibles avec ton message. À tout moment, tu dois évaluer si le compromis que tu fais est valable ou non». 

LE MONDE VU D'EN BAS





TOUR DU QUÉBEC

PHOTO: GIAN PAOLO BARBIERI



DU TRAVAIL, NON DES JEUX

JEAN FOREST

PHOTO: LEONARD FREED



démontrer avec emphase les bienfaits d'un casino géré par l'État et dont les profits reviendraient à l'administration publique. Pour lui, il s'agit bien d'un modèle transférable aisément au Manoir Richelieu de Pointe-au-Pic.»

«À partir de cette première déclaration, le Comité régional de pastorale sociale de Charlevoix décida, au début de décembre 1989, de produire une réflexion sur les incidences sociales d'un éventuel casino. Le document faisait état des risques sociaux qu'entraîne irrésistiblement un casino (danger de dégradation sociale, surveillance policière, etc.) et, d'autre part, du type d'emploi plutôt précaire et saisonnier que crée une infrastructure de ce genre. Face aux avantages économiques en apparence limités d'un tel projet et tenant compte des risques sociaux possibles, le Comité régional de pastorale sociale a dit non au projet de casino.»

UN DÉBAT DE SOCIÉTÉ?

«Une telle déclaration ne demeura pas sans retombées dans le milieu. Rapidement, l'Association touristique de Charlevoix affirma qu'elle croyait aux bienfaits économiques d'un casino sur l'activité touristique régionale. Le débat était relancé et les tenants du POUR et du CONTRE furent bientôt invités à débattre publiquement de leurs opinions dans les médias régionaux. C'est ainsi que le projet de casino devint un sujet de discussion important dans la région.»

«On le sait, le projet ne date pas d'hier. Mais il avait été enterré par l'ex-ministre des Finances, M. Jacques Parizeau, en 1981. Pour M. Parizeau, le jeu n'en valait pas la chandelle. Sans l'achat du Manoir Richelieu par M. Malenfant, le projet de casino n'aurait pas été ressuscité. Car, nous le savons tous, si les jeux font rêver beaucoup de gens, ils ne profitent finalement qu'à quelques uns.»

«On le voit bien: l'aspect social et moral d'un projet de casino est important. Il s'agit toutefois de valeurs difficiles à mettre de l'avant au sein de notre société où l'argent semble primer sur toute autre valeur. Les évêques de Winnipeg ont dû s'avouer vaincus face au projet de casino mis en place à l'hôtel Fort Garry! Faut-il pour cela croire que la lutte est perdue d'avance au Québec et dans Charlevoix, face à de si puissants promoteurs? 

Qui n'aime passer une partie de son été dans la région de Charlevoix? Qui demeure insensible devant les vues imprenables sur le fleuve (la mer, comme on dit là-bas)? Qui n'a rêvé d'y finir ses jours? Charlevoix, c'est un peu la Suisse du Québec, avec le fleuve en prime.

Mais ce décor unique cache une situation économique très difficile.

Charlevoix connaît un taux de chômage de 28%, un record pour la grande région de Québec. Ses principales entreprises, Donohue et Reynolds, font souvent des mises à pied. Quant à l'industrie touristique, entièrement désyndicalisée, elle emploie sur appel et au salaire minimum.

C'est dans ce contexte d'incertitude économique que Raymond Malenfant, le célèbre propriétaire du Manoir Richelieu, a fait renaître le projet d'un casino à Pointe-au-Pic. Ce projet vieux de 20 ans alimente depuis longtemps la controverse. Cette fois encore, les POUR et les CONTRE s'affrontent. Dans le camp des opposants on trouve, entre autres, le Conseil régional de pastorale (CRP) de Charlevoix, qui souhaite pour la région des projets plus sérieux de création d'emploi.

Voici certains extraits d'un document produit par le CRP relativement au projet de casino.

LE PROJET DE MALENFANT

«C'est une déclaration de l'hôtelier Raymond Malenfant devant la Chambre de commerce de Sainte-Foy, en novembre 1989, qui a relancé l'idée d'un casino au Manoir Richelieu de Pointe-au-Pic. Citant l'expérience qu'il s'appropriait à réaliser à l'Hôtel Fort Garry de Winnipeg, l'hôtelier Malenfant a tenté de

PIERRE FALARDEAU, CINÉASTE DES URGENCES

Le *Party*, film d'amour, de colère, de désespoir et de politique, fait entendre la voix des oubliés-es du système. La voix marginalisée, blessée et de plus en plus durement étouffée, de ceux et celles qui n'ont jamais appris à bien parler. De ceux et celles qui sont condamnés-es dès la naissance à la pauvreté, aux sales besognes, aux coups durs, au mal-amour, à la révolte sans issue des perdants.

La prison est ici une métaphore du Québec des exclus politiques, des marginaux, de ces milliers d'hommes et de femmes qui n'ont pas de fonds de pension, pas de retraite, pas de sécurité d'emploi, pas de vacances, et bien souvent aussi pas de famille. Les prisonniers, ces morts en sursis auxquels l'Autorité accorde une «récréation spéciale», de temps à autre, figurent parmi les êtres les plus opprimés de la société. Et Pierre Falardeau est, à ma connaissance, le premier cinéaste à leur donner une voix, une âme et un cœur, sans arrière-pensée et, plus encore, avec amitié.

LE PARLER VRAI

L'histoire du *Party* est d'une simplicité désarmante. C'est celle d'une fête organisée par et pour les détenus du pénitencier fédéral de Laval (Saint-Vincent-de-Paul). Une fête de quelques heures à peine, dont le but est de laisser échapper un peu de vapeur. Car en prison tout le monde vit quotidiennement sous pression.

Pendant que la fête-spectacle se déroule dans le gymnase rempli de prisonniers affamés (de rêves, de cul, d'amour, de liberté), Falardeau s'attarde en coulisses sur le vécu tordu (comme un torchon mouillé) des détenus, des

danseuses, des comédiens, d'une «magicienne», d'une journaliste, et des gardiens qui rôdent autour. Tout au long du film, le réalisateur, qui est venu au cinéma par l'anthropologie et l'engagement politique, se met au service et à l'écoute de ces gens-là.

«J'ai pas d'imagination, dit-il à Nathalie Petrowski (*Le Devoir*, 03-02-90), mais le réel en a pour moi. Mon film n'est qu'un condensé de la réalité que les gars vivent tous les jours en prison.» Que les danseuses aussi, faudrait-il ajouter, subissent tous les jours dans les boîtes de nuit ou sur la rue. Et Nathalie Petrowski, de souligner, comme la plupart des critiques, que ce parti-pris donne «un film où l'émotion, la vraie, la dure, la tendre, la violente, est palpable du début jusqu'à la fin».

Un film aussi qui restitue la langue popu-

laire dans toute la force de sa crudité et de sa vérité. Un film qui rompt enfin avec le confort feutré et insignifiant des yuppies des années '80. Dans *Le Party*, les états d'âme des personnages sont des états d'urgence, des appels au secours, à la délivrance, à la solidarité. Des appels donc qui n'ont rien à voir avec les bobos du cœur qui, dans certains téléromans, servent d'écrans entre les individus et la réalité. *Le Party* n'est pas un divertissement mais plutôt un avertissement: grave et incontournable.

UNE SITUATION INTOLÉRABLE

Le film de Falardeau a été inspiré de l'intérieur des murs, par au premier chef Francis Simard qui, en tant que felquiste, a passé 11 ans de sa vie au pénitencier – et à qui, précise-t-il, il a fallu encore huit ans, après sa sortie, pour redevenir vraiment lui-même. Au total donc, pour

Pierre Falardeau et Francis Simard



LONGTEMPS ÉTIQUETÉ COMME MARGINAL, PIERRE FALARDEAU CONNAÎT ENFIN UN SUCCÈS BIEN MÉRITÉ AVEC **LE PARTY**, UN SUCCÈS D'ABORD DÙ AU BOUCHE À OREILLE MAIS QUE LA CRITIQUE DANS SON ENSEMBLE A AUSSI BEAUCOUP ENCOURAGÉ. AVEC RAISON. CAR **LE PARTY** N'EST PAS UN FILM TOUT À FAIT COMME LES AUTRES. C'EST UN FILM D'URGENCE.

PIERRE VALLIÈRES

Francis Simard: près de 20 ans de vie écorchée vive.

La prison, on s'en doute, transforme en profondeur, radicalement, les êtres humains. Elle les marque à vie. Simard le sait d'expérience. Son vécu, allié au savoir-faire et à l'intégrité absolue de Falardeau, a évité au film de flirter avec l'anecdotique. **Le Party** va droit au but, c'est-à-dire au coeur. Et il dit, en gros, ceci: la situation en prison, qui est non seulement la privation de liberté mais aussi l'humiliation quotidienne, est **intolérable**. Il n'y a pas moyen de «composer» avec elle. Aucun être humain, de coeur et de raison, ne peut faire de compromis avec ce système. Ni attendre quoi que ce soit d'humain d'un régime inhumain.

Mais les prisonniers n'ont pas la faculté de supprimer les murs. Ils peuvent s'insurger, hurler, supplier, pleurer. Ne les

entendent que des gardiens impassibles, engagés par le système pour servir le système, la répression institutionnalisée, la violence emmurée.

Comment sortir de là? Dans **Le Party**, un prisonnier, un seul, peut profiter de la fête pour s'évader. Les autres se sont unis pour faciliter son évasion. Vaut mieux en libérer un seul qu'aucun. La libération-évasion de Pierrot ranime l'espoir et la fierté de ceux qui sont restés derrière. En attendant la fin des prisons et du malheur.

SORTIR DE PRISON, SORTIR DU SYSTÈME

Au moment où les prisons du Québec connaissent une surpopulation sans précédent, et où les risques d'une tragédie en milieu carcéral s'accumulent à un rythme inquiétant, il faut espérer qu'un film

comme **Le Party** va contribuer à briser les murs d'indifférence coupable qui enferment les prisonniers dans leur désespoir.

Une société qui traite mieux les chiens et les chats que ses pauvres, ses prisonniers et ses danseuses, mérite-t-elle le titre de «société libre»? Traiter des individus comme des rats et les écraser du talon à la journée longue, est-ce une manière «démocratique» d'exercer l'Autorité?

L'État affirme que nous vivons dans un régime libéral et démocratique, couronné d'une magnifique charte des droits et libertés de la personne. La prison contredit cette prétention, en dévoilant la visée foncièrement totalitaire du pouvoir. La condition pénitencière est un miroir grossissant de notre réalité sociale.

La vie de prisonnier, de danseuse de club, de prostitué-e, de sans-abri n'est pas qu'une tragédie de l'existence. C'est aussi le produit intolérable d'un système de compétition au service des plus riches.

On ne peut abolir les prisons sans au préalable casser le système. **LV**

Le Party de Pierre Falardeau. Scénario de P. Falardeau et Francis Simard. Musique de Richard Desjardins. Photo de Alain Dostie. Son de Serge Beauchemin. Avec Charlotte Laurier, Luc Proulx, Jacques Desrosiers, Julien Poulin, Lou Babin, Michel Forget, Angèle Coutu, Roger Léger, Alexis Martin, Andréa Parro, Louise Laprade, Gildor Roy, Benoit Dagenais, Pierre Powers et Louis Saia.

Principaux films de Pierre Falardeau: *La magra* (1975), sur la police; *A force de courage* (1977); *Pea Soup* (1978) et *Speak White* (1980), sur notre condition de peuple infériorisé; enfin, les inénarrables *Elvis Gratton* (1981), *Les vacances d'Elvis Gratton* (1983) et *Pas encore Elvis Gratton* (1985), trois courts métrages réunis sous le titre *Le King des Kings*. En préparation: un long métrage sur Octobre 1970.



Max GALLO, Manifeste pour une fin de siècle obscure, Odile Jacob, Paris, 1989.

Jean-Paul JOUARY, et Arnaud SPIRE, Penser les révolutions, Messor, Éditions sociales, Paris, 1989.

En politique, l'heure est au capitalisme triomphant. Et on attend des gouvernants qu'ils s'en tiennent à une «saine gestion» des fonds publics. On veut tout rentabiliser: l'éducation, les soins de santé, l'information, voire même – pourquoi pas? – la misère. Tout ce qui ne rapporte pas des profits à ses promoteurs devrait être abandonné, ou laissé au bénévolat peu coûteux des bonnes âmes.

Si vous croyez que la révolution reste à faire parce que, entre autres, le cynisme néo-libéral est inacceptable, voilà deux livres qui portent à réflexion. Le manifeste de Max Gallo réaffirme que la pensée de la transformation sociale est plus nécessaire que jamais aujourd'hui. Quant à l'ouvrage de Jouary et Spire, il aide à repenser non seulement la pensée marxiste mais aussi la pensée politique tout court, en cette période de profonds bouleversements. Penser l'avenir, voilà bien l'une des urgences du moment.



deau dans son journal, le 18 août 1965, je me sens refusé dans neuf provinces sur dix.» De 1965 à 1990, l'impasse reste entière. Qu'arrivera-t-il après Meech? La rupture?

Yves BÉLANGER et Pierre FOURNIER, Le Québec militaire, Québec/Amérique, Montréal, 1989.

L'industrie militaire au Québec représente 50 000 emplois.



Plus de 300 entreprises spécialisées vendent chaque année plus de 2 milliards de dollars en armements de toute sorte. Le Québec, un pays pacifiste? On peut en douter, lorsqu'on sait qu'autant d'emplois et d'entreprises dépendent directement du commerce des armes, donc de la guerre. Si demain la fin de la guerre froide entre l'Est et l'Ouest menace la survie de l'industrie militaire au Québec et, par conséquent, provoque une augmentation brutale du chômage, existera-t-il une stratégie pour venir en aide à la fois aux entreprises et aux travailleurs et travailleuses?

Ou bien l'industrie, pour ne pas mourir, déversera-t-elle de plus en plus d'armes dans les pays du Tiers-Monde? Qu'en pensent les syndicats concernés?

André LAURENDEAU, Journal... tenu pendant la Commission Royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, VLB Éditeur / Le Septentrion, Montréal, 1990.

Au moment où les enjeux de l'Accord du Lac Meech font les manchettes et où au Québec se multiplient les professions de foi souverainistes, il n'est pas sans intérêt de lire le journal tenu par André Laurendeau, de 1964 à 1967, en marge des audiences de la Commission d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme. En lisant Laurendeau, on se rend compte qu'en matière constitutionnelle, le Québec fait du «sur place» depuis un quart de siècle, le Canada anglais refusant absolument de bouger. Le temps de rompre serait-il enfin venu? N'a-t-on pas déjà trop tardé? Depuis 25 ans, Québec n'a rien obtenu d'Ottawa, même pas un signe d'ouverture. Alors? «En tant que Canadien français, écrit André Lauren-

Jocelyn BERTHELOT, Apprendre à vivre ensemble, Immigration, société et éducation, CEQ, Montréal, 1990.

D'ici à la fin du siècle, le Québec projette d'accueillir une population immigrante plus importante. Il faudra savoir tirer profit collectivement de l'immense richesse que recèle la diversité ethno-culturelle des nouveaux arrivants. L'éducation aura un rôle déterminant à jouer dans ce processus de transformation où nous sommes contraints de développer des attitudes nouvelles d'ouverture, d'adaptation et d'innovation sociale. Le livre de Jocelyn Berthelot retrace l'histoire de l'immigration québécoise, dépeint les conditions de vie de la population immigrante, s'attarde aux nombreux défis que la pluri-ethnicité croissante de la société pose, entre autres, au système scolaire québécois.

POUR FRANCHIR LE SEUIL

LA PENSÉE ET LE LANGAGE AUTOCHTONES SONT VISUELS ET SYMBOLIQUES. LES VALEURS ET LES CROYANCES SPIRITUELLES SONT DIFFICILES À TRADUIRE, SURTOUT PARCE QU'IL S'AGIT D'UNE FAÇON DIFFÉRENTE DE SENTIR LE MONDE NATUREL, D'ÉTABLIR DES RELATIONS AVEC LUI ET D'Y ADHÉRER. IL EST IMPORTANT DE COMPRENDRE QUE LES SOCIÉTÉS ANCIENNES ONT PRÉSERVÉ LES ENSEIGNEMENTS, LES LÉGENDES, LES CÉRÉMONIES QUI AVAIENT JADIS POUR BUT D'INDIQUER LES INSTRUCTIONS À SUIVRE POUR PRENDRE SOIN DE LA TERRE, INSTRUCTIONS FONDÉES SUR UN PROFOND RESPECT DE LA VIE. CE N'EST QUE TOUT RÉCEMMENT QUE LES AUTRES RELIGIONS DU MONDE ONT RECONNU LA SPÉCIFICITÉ ET L'IMPORTANCE DE LA SPIRITUALITÉ AUTOCHTONE AMÉRICAINE. NOUS CROYONS QU'AUJOURD'HUI TOUS LES PEUPLES DE LA TERRE DOIVENT, AVEC LES AUTOCHTONES, RANIMER ET RÉVEILLER LEUR SENS DES RESPONSABILITÉS, AFIN DE METTRE FIN À LA VIOLENCE DES UNS CONTRE LES AUTRES ET CONTRE NOTRE MÈRE À TOUS ET TOUTES: LA TERRE.¹

JEANNE MCDONALD
traduit par ANTONIO ARTUSO

PHOTO: COURTOISIE ENTRAIDE MISSIONNAIRE

Toute nation autochtone de la terre a épousé, à un moment de son histoire, un système de croyances basées sur la magie. Au cours de l'histoire des déplacements humains, les peuples autochtones ont vécu quotidiennement en contact avec un profond mystère marqué de surnaturel.

Cette très nette évolution culturelle a cependant été interrompue par l'invasion blanche et par l'oubli du passé consécutif à la conquête. Pour savoir où nous en sommes aujourd'hui, nous devons retrouver les vérités de notre histoire et les liens qui soudent les différentes cultures. Avant que des frontières ne divisent la terre, les nations ont immigré d'une autre île. Cela a duré pendant des siècles au cours desquels de nombreux changements ont façonné la nature de l'île de la Tortue telle que nous la connaissons aujourd'hui².

Si nous nous penchons sur les problèmes contemporains et sur la difficile alliance existant entre les peuples qui habitent le continent, nous nous rendons compte, à mesure que nous approchons de l'an 2000, qu'il incombe à l'humanité toute entière de régler la crise actuelle. Nous devons mettre fin aux pratiques destructrices du progrès à tout prix, à l'épuisement des ressources du monde naturel et à une façon de penser incapable de saisir les conséquences néfastes d'une vision insensible et limitée de l'environnement.

C'est une question de vie ou de mort. Si la terre est polluée au point d'en être méconnaissable, si les endroits sacrés sont détruits, si l'eau est noire d'huile et si la vie animale bat en retraite ou est menacée d'extinction immédiate, nous, les êtres humains, ne pourrions pas survivre.

Nous partageons avec d'autres ce point de vue, malgré la disparition de la philosophie propre aux peuples autochtones qui ont une vision métaphysique du monde, une façon à eux de vivre en contact direct avec le monde spirituel, qui lui-même interagit avec la terre. Cette philosophie a toujours reposé sur la croyance largement répandue que la terre est un être vivant.

L'UNITÉ DU SPIRITUEL ET DU MATÉRIEL

Le-la chaman³ est celui qui, dans la société autochtone, interprète les événements en se fondant sur une approche spirituelle qui affirme l'existence de mondes vivants (animaux ou humains), en relation avec un ordre surnaturel.

Les «instructions» reçues de l'ordre surnaturel sont révélées au chaman à la fois par les rêves-visions, les psalmodies du tambour, les plantes sacrées, les danses et les entretiens directs avec les esprits. Les symboles, qu'on retrouve sur les boucliers, les vêtements, les pierres, constituent des moyens de dévoiler la maladie/



guérison, de voyager «hors» de la conscience humaine, et enfin d'amener la personne autochtone à affronter le mystère de la vie et de la mort.

Les lieux symboliques sont considérés comme réels, qu'ils soient perçus en rêve ou dans le monde réel. Dans les autres dimensions du réel, comme le temps et l'espace, il existe des entités ou des être vivants qui coexistent avec les humains. Un inuit Igulukik a décrit ce concept de la façon suivante:

«Le plus grand danger de la vie vient du fait que toute la nourriture consommée par les humains est constituée d'«âmes» ou d'«esprits». Toutes les créatures que nous devons tuer pour manger, toutes celles que nous devons abattre pour nous vêtir, ont des âmes, des âmes qui ne périssent pas avec le corps de l'animal tué et qui doivent par conséquent être pacifiées si nous ne voulons pas qu'elles se vengent de nous, parce que nous leur avons pris leur corps.»⁴

Le tambour manifeste le rythme, et la chanson ou la psalmodie le lien interne avec l'âme. Le tambour est en peau de bête, en bois, en nerf; sa forme et les peintures qui le recouvrent sont des symboles qui lient la musique au voyage. Les régions cosmiques, tracées dans l'esprit comme sur une carte, sont explorées par le son du tambour et la voix de la chanson du chaman.

LA VISION, LA TRANSE, LA QUÊTE DE MARCHÉ À SUIVRE

La rencontre avec d'autres mondes exige un changement de la conscience. Cela signifie que pour atteindre l'état spirituel, il faut se mouvoir à l'intérieur de la «personnalité» des tambours et des chansons, à un niveau où l'on est capable de communiquer directement avec les autres plans de l'existence. C'est en faisant cette expérience que le chaman interprète le rêve-vision. Le son du tambour, constant et répétitif, constitue le véhicule de transport, de transformation vers la transe.⁵

Selon certains, le chaman, comme d'ailleurs la plupart des gens, peut ainsi se révéler comme un «être double». C'est-à-dire qu'il peut quitter son corps physique et voyager avec son «corps de rêve» vers des mondes autres, où il cherche puis rencontre les gardiens du savoir médical s'il doit par exemple opérer la guérison d'un malade. Il a aussi la capacité de rester conscient durant ce processus. Il atteint cet état par un effort de concentration soutenu.

On peut décrire la transe comme le lieu, à l'intérieur de la personne, où le temps et l'espace sont suspendus, selon le sens commun. Il s'agit d'un état double d'éveil et de sommeil simultanés. Les autochtones sont habitués à parcourir le territoire familial du rêve. L'interprétation visuelle d'un rêve, pendant le sommeil, relève d'une partie mystérieuse de soi; le rêve devient insaisissable et vague; il s'évanouit lorsque la personne est éveillée.

Dans les cultures autochtones, une vision est une quête qui initie l'être humain aux enseignements communs à la nation, ainsi qu'au sens personnel de l'existence du soi et à une relation plus étroite avec le monde des esprits. Cela exige des sacrifices et de la solitude de la part des individus qui cherchent à comprendre et à atteindre cette vision, cette «direction spirituelle», ou encore cette

marche à suivre. On peut accéder à ces «états altérés de la conscience» en empruntant différents chemins, et il serait dangereux de s'y hasarder tout seul, sans l'aide d'un guide, soit-il un esprit ou un humain.

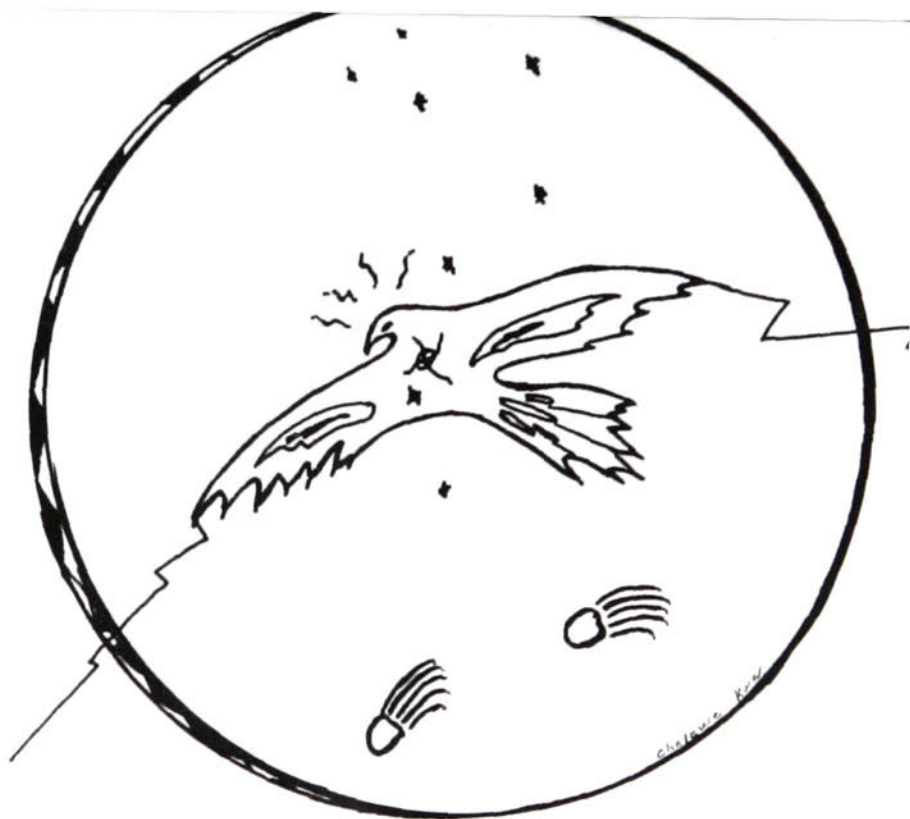
LE RÔLE-CLÉ DU CHAMAN

Au sein d'une communauté, le chaman occupe une place tout à fait spéciale, ayant été choisi pour suivre un chemin particulier d'accès à la connaissance. Mis en contact avec le monde extérieur, il doit supporter des initiations terribles qui équivalent à ce qu'il se fasse tuer par les esprits, mettre en pièce ou couper en morceaux, afin d'être reconstruit pour renaître spirituellement.

Le chaman a donc été blessé et guéri, tué et remis au monde, dans le but de devenir responsable du bien-être physique, mental et spirituel de la communauté toute entière. Quand il s'agit de traiter la maladie, les instructions sont spécifiques et les

connaissances précises. Les remèdes peuvent être des plantes, mais peuvent aussi être obtenus par des rituels.

Le savoir-faire du chaman est évident, compte tenu de la complexité des nombreux éléments en cause et des échanges continus entre matière et esprit. Il est difficile, quand il s'agit de ces réalités, d'établir ou même d'imaginer la part du



DESSIN: HELMUT HIRNSCHALL

possible, du réel et du concret, ou l'équilibre qui doit exister et être activement assuré dans les domaines unissant les êtres humains et la nature.

Le caractère extraordinaire et la logique pratique du travail accompli par le chaman se manifestent dans le courage qu'il doit avoir pour affronter les terreurs et les émerveillements de l'univers stratifié. Dans la géographie de l'esprit qu'on trouve partout sur la terre, les gens ont anciennement maîtrisé et exprimé ces arts spirituels qui nous paraissent «magiques».

C'est à ce niveau élevé que se rejoignent les structures et les croyances issues de la spiritualité de l'être humain. La Danse de l'Esprit constituait un phénomène extrême dans lequel le monde de l'Amérindien semblait

proche de disparaître au cours d'un bouleversement dévastateur; les danseurs rappelaient alors les morts, le bison, le passé, pour faire retrouver au monde menacé son harmonie originelle.

REVENIR À L'ESSENTIEL

Lorsque les chefs chaman ont commencé à perdre leur influence et une partie de leur crédibilité auprès de leur communauté, il en résulta un immense «vide» spirituel.

Les peuples indigènes ont été forcés de s'adapter, de voir qualifiées de païennes leurs croyances spirituelles, d'illégales leurs cérémonies religieuses comme la Danse du Soleil et le Potlatch de la Côte Ouest. Ils furent privés de leurs chefs jetés en prison.

Ces événements, aggravés par de terribles problèmes sociaux et économiques, ont bouleversé profondément les peuples autochtones et ont semé le désordre et le désarroi dans leurs communautés. Mais aujourd'hui, devant l'urgence des préoccupations politiques sur la propriété des terres, l'autonomie de gestion à conquérir, et la prévention de désastres écologiques, nous devons à nouveau être guidés par une force spirituelle.

La route a été ténébreuse et pénible, au cours de ces cinq cents ans de lutte des peuples autochtones pour la préserva-

tion de leurs terres, de leur identité et de leur spiritualité. À mesure que chaque nation évolue, la réalité des temps modernes nous montre à quel point nous nous sommes transformés; à quel point nous nous sommes écartés de nos racines et des façons de vivre de nos ancêtres. Les villes peuvent nous encercler, les climats changer de façon radicale, on entend encore le tambour, et son message d'action de grâce nous accompagne au moment où nous découvrons le chemin de la rivière pour chanter nos mélodies à l'esprit de l'eau.

Quand la pleine lune monte dans le ciel, les femmes autochtones offrent leurs prières à la puissance femelle et demandent la protection de Grand-Mère la Lune. La femme est la première enseignante. Nous marcherons dans la beauté avec un but et un esprit éclairés. Notre don en a été un de vision et de voyance du monde spirituel. Nous devons nous en servir pour assurer aux générations futures une bonne vie sur une bonne terre.

«Pour Tonnerre Roulant⁶ [Rolling Thunder], savoir c'est être. Sa compréhension simple de l'ordre universel implique qu'il y a une place et un moment précis pour chaque chose. Cela ne peut se comprendre seulement par le processus de la parole ou de la pensée: c'est facile d'en parler, mais difficile de le comprendre. Vous devez vivre pour le comprendre.»⁷

15

1 Vision partagée par l'ensemble des Autochtones des deux Amériques.

2 L'île de la tortue, pour les autochtones, est un symbole de la genèse du monde.

3 Le-la chaman peut être un homme ou une femme.

4 The Wounded Shaman (Le shaman blessé), Joan HALIFAX, Ph.D.éd.

5 Le terme transe désigne un état de double conscience ou d'oubli de soi.

6 Tonnerre Roulant (Rolling Thunder) est un des grands chefs traditionnels

7 Rolling Thunder, Doug BOYD

Mme JEANNE MACDONALD est algonquienne et travaille présentement à l'Alliance des femmes autochtones du Québec, coordonnant un dossier sur la violence conjugale.

Suite aux développements récents au Nicaragua, il devient plus urgent que jamais de connaître l'histoire de ce peuple...



Vous pouvez vous procurer ce livre, au coût de 10\$ plus les frais d'envoi (de 5\$ + frais d'envoi pour étudiants et sans emploi), à:

Vie Ouvrière
1212 Panet
Montréal
H2L 2Y7
523-5998

Développement et Paix
5633 Sherbrooke Est
Montréal
H1N 1A3
257-8711

LE
FONDS
DE SOLIDARITÉ
DES TRAVAILLEURS
DU QUÉBEC (FTQ)



LE FONDS *Créateur* D'EMPLOIS

Montréal (514) 285-6400 / Québec (418) 622-3258 / Sans frais 1-800-361-7111



UN INVESTISSEMENT – UN ACQUIS – UNE NÉCESSITÉ

L'ÉCOLE PUBLIQUE :
UNE RESSOURCE COLLECTIVE
À SAUVEGARDER



Alliance des professeures
et professeurs de Montréal (CEQ)

LE 10 ANS DE L'OPDS

L'OPDS, l'Organisation populaire pour la défense des droits sociaux, a dix ans cette année. C'est tout un exploit pour un organisme populaire formé principalement de personnes assistées sociales qui, bénévolement, accomplissent un travail indispensable de conscientisation et de mobilisation auprès des plus démunis-es. Et cela, avec très peu de moyens.

L'OPDS s'est surtout fait remarquer par ses luttes acharnées contre la taxe d'eau à Montréal, la réforme de l'aide sociale (loi 37) et les enquêtes vexatoires des boubou-macoutes. Et ce n'est pas fini. Comme le faisait remarquer Mme Aline Gendron, coordonnatrice de l'OPDS, lors de la fête du 10^e anniversaire (14 mars '90): «il reste encore beaucoup à faire pour construire une société juste».



L'AUTONOMIE, C'EST LA VIE

Voilà un slogan qui répond parfaitement au désir d'accomplissement qui anime les personnes handicapées. Cette formule révélatrice coiffe un événement pan-canadien qui se déroulera du 10 au 16 juin 1990. Il s'agit de la Semaine nationale pour l'intégration des personnes handicapées.

Depuis trois ans, la Confédération des organismes provinciaux de personnes handicapées du Québec (COPHAN) favorise la promotion de cette semaine au Québec et, d'année en année, la participation se développe dans des milieux de plus en plus diversifiés.

Cet événement ne consiste ni en une levée de fonds, ni en la formulation de revendications. Il s'agit plutôt d'évaluer ce qui existe présentement comme outils pour faciliter l'accessibilité aux services et aux installations pour les personnes vivant avec une limitation fonctionnelle. La Semaine nationale désire aussi que tous les milieux se fixent des objectifs qui permettront de mesurer les améliorations qui s'effectuent d'une année à l'autre. La Semaine nationale aborde ainsi cinq thèmes spécifiques soit: le transport, le logement, le travail, les loisirs et l'éducation. Pour informations, téléphoner au (514) 251-1383.



SOUTIEN AUX ALGONQUINS

En solidarité avec les Algonquins du Lac Barrière, les groupes membres de l'Alliance pour l'action non-violente de Montréal ont mis sur pied une campagne locale pour empêcher de nouvelles coupes à blanc à l'intérieur de la réserve faunique de La Vérendrye.

50% des arbres de la réserve ont déjà été coupés à blanc durant les 20 dernières années. Le Québec entend accorder des contrats à diverses sociétés d'exploitation forestière (dont Rexfor et la Compagnie de produits forestiers Canadien Pacifique) qui permettront la coupe de 95% du territoire durant les 25 prochaines années. La signature finale de ces contrats, d'abord prévue pour le 2 janvier 1990, a été reportée de quelques mois. Cette situation laisse peu de temps en vue de sensibiliser le public et d'entreprendre des pressions politiques suffisantes pour forcer le gouvernement à négocier avec les Algonquins du Lac Barrière, afin d'élaborer et d'implanter une stratégie de conservation du territoire.

Pour participer à cette campagne, ou encore à celle du Nistassinan contre les vols militaires à basse altitude dans la Labrador, on contacte: l'Alliance pour l'Action non-violente, C.P. 381, Succursale «E», Montréal (Québec) H2T 3A7. Tél: (514) 525-0765.



**Ne manquez pas
dans le prochain numéro
Juillet-août '90**

LE MAGAZINE DE VIE OUVRIÈRE

NOTRE DOSSIER:
L'ART ENGAGÉ

Une entrevue avec:
VIVIAN LABRIE
animatrice sociale et bédéiste

Cher-ère abonné-e...

**VO est vraiment un projet collectif.
Notre mode de production est collectif,
notre financement aussi.**

**J'apprécie grandement votre réponse
empressée et continue
(pour une 2^e année)**

**à mon appel pour la campagne
de financement-éclair
du magazine (novembre 1989).**

**Cette année, votre support
a été plus généreux encore:**

5,367 \$

Merci de tout coeur.

Soyons fiers

de ce que nous en faisons ensemble.

Gilles Dugal

AUSSI AGRÉABLE À VOIR QU'À LIRE!

Liste des PRINCIPAUX POINTS DE VENTE du MAGAZINE VO

AYLMER

Librairie au point, 200 Principale

CHICOUTIMI

Le Bouquiniste, 392 Racine E.
Tabagie Place du Royaume

GRANBY

Presse Boutique, 98 Principale

JOLIETTE

Librairie René Martin, 598 St-Viateur

MONTREAL

City Mag, 370 Ste-Catherine O.
Coop UQAM
Le stand, 4040 St-Laurent
Librairie Champigny, 4474 St-Denis
Librairie du Square, 3453 St-Denis
Flammarion, Place Montréal Trust
Flammarion Leméac, 371 Laurier O.
Hermès, 1120 Laurier O.
Renaud-Bray (Lettre & Sons) 1005 Laurier O.
Olivieri, 3527 Lacombe
Renaud-Bray, 5219 Côte-des-Neiges
Librairie Université de Montréal
Maison de la Presse Intern., 550 Ste-Catherine E.
Maison de la Presse Intern., 1393 Ste-Catherine O.
Maison de la Presse Intern., 1645 Ste-Catherine O.
Maison de la Presse Intern., 360 Mont-Royal E.
Maison de la Presse Intern., 1371 Van Horne

Maison de la Presse Intern., 5149 Côte-des-Neiges

Multimags, 1570 Maisonneuve O.
Multimags, 2175 Ste-Catherine O.
Multimags, 5265 Ch. Queen Mary
Tabagie Le Tabassoir, 425 Mont-Royal E.
Tabagie St-Charles, Longueuil
Tabagie Vardon, 40 rue Greene, St-Lambert
Variétés Lux, 5220 St-Laurent
Presse Boutique, 826 Ste-Catherine E.
Presse Boutique, 920 Mont-Royal E.
Presse Boutique, 3556 St-Laurent
Presse Boutique, 1226 Greene, Westmount
Librairie Gallimard, 3700 St-Laurent
Librairie Zone libre, 262 Ste-Catherine E.
Le Drug, 400 Laurier O.
Librairie Demarc, Place Desjardins
Librairie Raffin, 6799 St-Hubert
Coop CEGEP Maisonneuve
Coop CEGEP Rosemont

OTTAWA

Librairie de la Capitale, 75 rue Elgin
Globe Mags, 57 William
Maison de la Presse Internationale, 100 Bank
Librairie Universitaire, 85 Hasted

QUEBEC

Ciné Vidéo Club International, 1019 Cartier
Librairie Générale Française, 10 Côte-de-la-Fabrique
Librairie Laliberté, 3020 ch. Ste-Foy
Librairie Pantoute, 1100 St-Jean

Maison de la Presse Internationale, 1150 St-Jean
Tabagie Giguère, 59 rue Buade
Tabagie St-Sacrement, 1360 ch. Ste-Foy
Les Magazines Lecto, 893 Grand Jean
Coop CEGEP FX Garneau

RIMOUSKI

Tabagie Hôtel-de-Ville, 214 de la Cathédrale
Librairie Blais, 212 de la Cathédrale

RIVIÈRE-DU-LOUP

Coop CEGEP Rivière-du-Loup

ROUYN

Coop CEGEP Abitibi

SHERBROOKE

Presse Boutique, 76 King O.
Les Bibraines GGC

ST-JÉRÔME

Librairie Communautaire des Laurentides, 435 Fournier

TROIS-RIVIÈRES

Lib-Fac, 3351 boul. des Forges
Presse Boutique, 3760 boul. des Forges

VALLEYFIELD

Librairie Boyer, 10 Nicholson

VILLE LORRAINE

Librairie Belles-lettres, 95 de Gaulle

Le lieu de rencontre des
gens d'action



Un centre de formation
au service des groupes

1212, rue Panet, Montréal, H2L 2Y7
524-3561

un bulletin féministe de solidarité internationale

UNIVERSE ELLES

DES FEMMES
PARTOUT DANS LE MONDE
CHANGENT,
BOUGENT,
S'ORGANISENT.

Pour obtenir une information franche et directe
sur les défis actuels des femmes
dans le monde

ABONNEZ-VOUS !

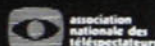
- 1 an : 10.00 \$
- soutien : 20.00 \$

Poster vos chèques à l'ordre du:
COLLECTIF LE 5^e MONDE
454, rue Caron, Québec, Qc
G1K 8K8, ☎ 418 647-5855

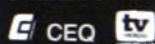
CHANGER LA TÉLÉ



CHANGER LA VIE



association
nationale des
téléspectateurs
Campagne de
souscription 1990
4026, rue de Bellechasse,
Montréal (Québec)
H1X 1J6
Informations : (514) 729-6383
en collaboration avec:



médium SCIENCES HUMAINES

Revue trimestrielle de vulgarisation scientifique et d'éducation permanente en sciences-humaines. Présente des dossiers exclusifs sur les grands enjeux de l'heure.

- ☐ no 32, été 1989, *L'immigration et l'avenir du Québec* (3.50\$)
- ☐ no 33/34, automne/hiver 1989, *Sciences humaines, horizon 2000* (5.00\$)
- ☐ no 35, printemps 1990, *50 après Freud* (3.50\$)
- ☐ no 36, été 90, *Droits et libertés de la personne* (3.50\$)

Veuillez m'envoyer les numéros cochés ci-dessus:

Nom: _____

Adresse: _____

Ville/Province: _____ Code postal: _____

Prière de libeller votre chèque à l'ordre de Corporation Axios et adresser à:
médium/SCIENCES HUMAINES, 3226 ave Lacombe,
Montréal, (Qué) H3T 1L7. Tél.: 366-7808

FONDS
DE SOLIDARITÉ
DES GROUPES
POPULAIRES



16^e campagne de financement du

Fonds de solidarité des groupes populaires du Québec métropolitain S'unir pour s'en sortir!

Maintenant 9 groupes membres: Les amis de la terre • Association de défense des droits sociaux du Québec • Auto-psy • BAIL • Comité populaire St-Jean-Baptiste • Droit de parole • Radio Basse-Ville • Comité des citoyens et citoyennes du quartier St-Sauveur • Collectif les accompagnantes

Retournez
au plus tôt au:

Fonds de solidarité
des groupes
populaires
301 rue Carillon
Québec, Québec
G1K 5B3

(418) 529-4407

Je donne _____
et ce, ☐ en un seul versement ☐ par chèques postdatés
☐ Je désire recevoir un reçu pour fin d'impôt.*

Nom: _____

Adresse: _____

Ville: _____ Code postal: _____

Téléphone: _____

* Les reçus seront émis au cours du mois de février 1991



Quelle que soit la nature de
votre travail? qu'il soit sta-
ble ou précaire? manuel
ou intellectuel? physique
ou informatisé? répétitif
ou changeant? tradition-
nel ou nouveau? rare ou cou-
rant? reconnu ou mécon-
nu? vous trouverez dans la
CSN des gens comme vous
? qui viennent y chercher
la même expertise et le mê-
me soutien pour les mêmes
raisons que vous? des gens
qui se regroupent
pour améliorer leur
sort et se faire respec-
ter dans leur travail?



CSN